2.50 F
BELGIQUE : 20 FB
LUXEMBOURG : 20 FLUX
MAROC : 2.80 DH

Combat

N° 37
JEUDI 16 AVRIL 1981

SOCIALISTE

Le safari électoral

GISCARD RATISSE AUX QUATRE COINS DU MONDE

Comme il l'avait déjà fait en 1974, le président sortant tente de récupérer à son profit les voix des Français de l'étranger, en n'hésitant pas à transgresser les règles les plus élémentaires de la démocratie.

(PAGE 4)

Environnement

La France a mauvaise mine

(PAGE 10 et 11)

L'asphyxie de la pêche

LE MAIRE DE BOULOGNE LANCE UN CRI D'ALARME

(PAGE 6)

Terrorisme en Espagne

L'armée mise en échec

(PAGE 9)

Rugby

L'OVALIE COMMENCE EN NORMANDIE

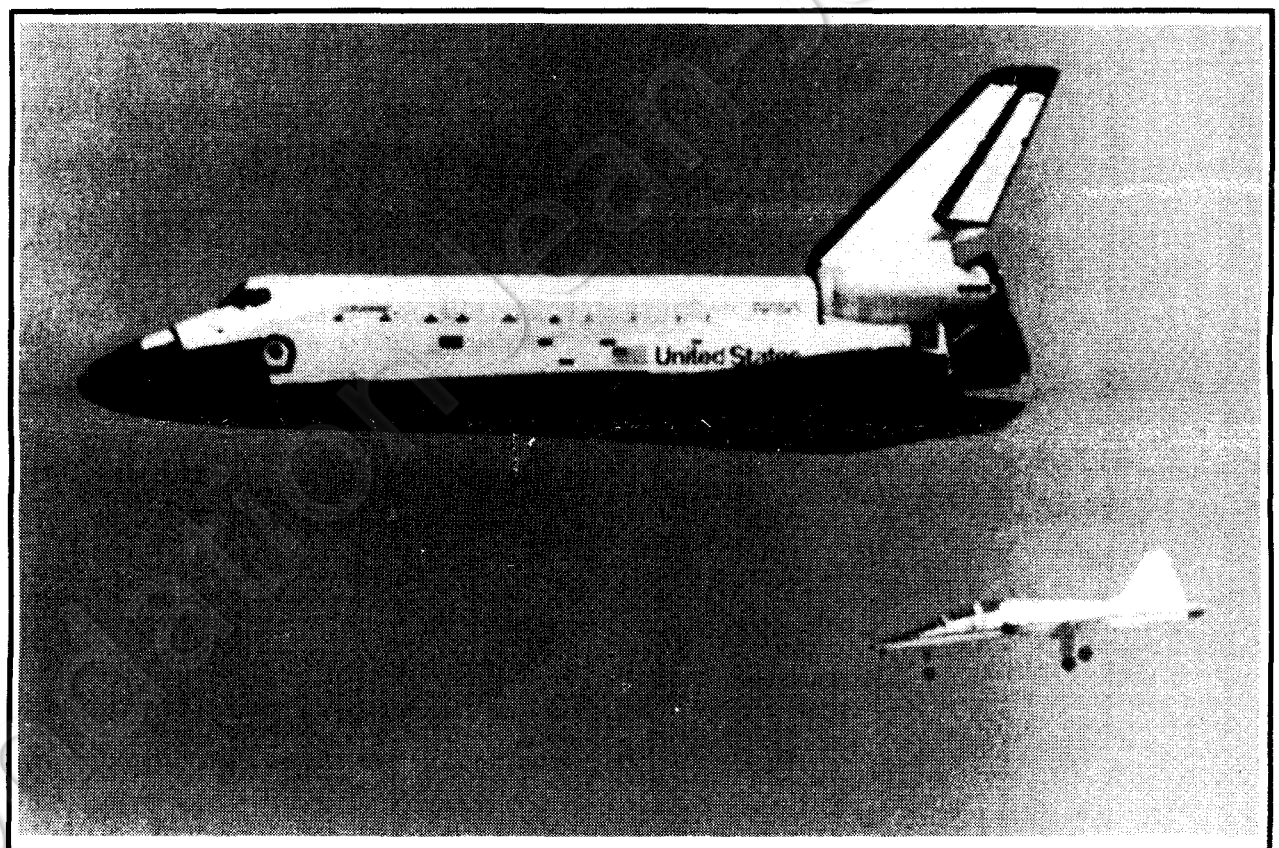
(PAGE 12)

François Mitterrand à l'ancien premier ministre de Giscard :

CHIRAC, N'ETIEZ-VOUS PAS SON COMPLICE ?

Mardi soir, à Besançon, le candidat socialiste a accusé, en termes très vifs, Jacques Chirac, « ami coupable » du président sortant, d'être responsable, tout comme Giscard, du chômage et de l'inflation.

(PAGE 3)



Comme à l'entraînement ! Après un vol en tout point remarquable, la navette Columbia s'est posée « en direct » devant des millions de téléspectateurs. La taille de l'un des avions de chasse (en bas à droite), venus l'accueillir en plein ciel, montre bien l'incroyable volume de la navette américaine (voir nos informations page 16). (Photo UPI)

Promesses et menaces

RETOUR. Les yeux qui clignent émerveillés, et cet oiseau blanc démesuré mais un peu gauche qui touche la terre américaine sans bruit.

Retour. Sur le grand lac salé asséché de la base d'Edwards, la navette Columbia qui revient de l'espace, vibrant de signes, avec sa moisson de rêves. Enthousiasme et crainte mêlés.

Retour. L'Amérique réconciliée avec elle-même ; fière aussi, soudée dans un élan de nation décidément jeune. L'Amérique qui dit au monde, par la voix de son président convalescent, qu'elle est toujours debout ; sans qu'on sache très bien si elle l'est comme la statue de la Liberté ou comme le gendarme de la planète et bientôt de ses plus proches environs.

Car cette puissante vague de fantastique, qui vient de déferler sur un milliard ou presque de téléspectateurs, n'a pas lavé de tous ses péchés la conquête spatiale.

Comment, par exemple, ne pas voir — une fois l'émotion estompée — ce qu'il est pudiquement convenu de nommer les « implications militaires » de cette formidable aventure humaine ? Comment ne pas songer au risque hallucinant de conflits que recèle, et cela depuis vingt ans déjà, cette course dans laquelle, à la façon des pionniers, deux nations, fortes du droit reconnu au premier occupant, se gavent d'immatérielle possession ?

La Terre était-elle devenue si petite, penseront certains, qu'il fallait transporter dans l'immensité du système solaire les problèmes qu'engendrent nos structures économiques et politiques ? La Terre si exiguë, et la guerre des étoiles si jolie ?

L'image que les espaces infinis renvoient de notre planète, en cette fin de XXe siècle, elle n'est pas, avouons-le, reluisante à l'extrême. Deux superpuissances condamnées par crainte à coexister pacifiquement, donc à s'affronter par l'intermédiaire d'Etats plus petits. Deux mondes âpres au gain, saouls aussi de domination et délimitant par la force de leur prestige — lorsque les peuples se laissent éblouir — la part de soleil de chacun...

Faut-il souhaiter alors un « Yalta cosmique » pour qu'au moins le fait devienne le droit, même si ce droit-là n'est après tout qu'une variété de l'ancestral et affreux droit du plus fort ?

Ce dont l'opinion, aujourd'hui, peut être aisément convaincue, c'est que rien n'est plus dangereux que la politique du fait accompli et qu'ici encore la négociation est urgente. Non pas secrète, feutrée, avec autour d'une table ronde deux ou quatre grands de ce monde, mais ouverte et rassemblant jusqu'aux plus humbles, car le sort du monde n'appartient en particulier à personne.

Alors, vraiment, la conquête de l'espace laissera place à son exploration et la menace militaire, à l'optimisme toujours recommencé de la science.

Jean WEBER

VU DU LANGUEDOC

Des saules et des hérons...

ENTRE les Artigues et Labarthe-Inard, où les Pyrénées s'infléchissent jusqu'à épouser la plaine de la Garonne, les berges du fleuve offrent quelques refuges merveilleux (et même un îlot sauvage) qu'il m'est arrivé de hanter au printemps ou à la belle saison. On s'y baignait même, naguère, en toute tranquillité.

— Je ne vous conseille pas de le faire aujourd'hui, me dit un ingénieur de Boussens rencontré à l'hôtel où je suis descendu.

Sans doute fait-il allusion à la température probable de l'eau, en ces journées aigrelettes et fantasques. Je le rassure. Il éclate de rire.

— S'il ne s'agissait que du froid...

Et d'énumérer toutes les raisons qu'a la Garonne ne plus être fréquentable : pollution, gravières, barrages de l'EDF.

— Vous êtes passé à Saint-Gaudens ? me demande-t-il. N'avez-vous pas remarqué la puanteur qui, à certains moments, flotte sur le fleuve et sur la ville ? Cela vient de l'usine à papier. Plus loin, en aval, ce sont les cimenteries, et, à Toulouse, les engrais.

Hier, en longeant le fleuve dans son cours moyen, j'avais remarqué que les saules, les trembles, les aulnes et les peupliers qui lui faisaient escorte s'étaient raréfiés. Moins d'oiseaux, aussi. Où sont passés, par exemple, les hérons et les canards du val de Garonne ?

— Des canards, il en reste encore. Mais les hérons... Pensez donc : les poissons dont ils se nourrissent se sont eux-mêmes raréfiés du fait des saletés que charrie le courant et parce que les migrateurs, comme les aloses ou les esturgeons, se heurtent, en remontant le fleuve, aux barrages de l'EDF. Sans parler des bras morts et des plans d'eau créés par les retenues, où toute vie aquatique est perturbée.

Pas gai, mon ingénieur ! Je lui demande si c'est sans espoir. Il hoche la tête. Selon lui, tout est toujours possible. La technique, bien sûr... A n'importe quel prix ? Bah ! les trois milliards du programme d'aménagement et de sauvegarde, cela doit pouvoir se trouver.

— A condition, précise-t-il, que les riverains prennent plus du tiers de ces dépenses à leur charge.

Ce qui revient à dire que non seulement les victimes ne seront pas indemnisées, mais qu'on les obligera même à payer...

— A la place des anciennes gravières, il y aura des ports de plaisance ; on créera des plans d'eau de loisir, des voies cyclistes sur berges, des circuits touristiques...

Conclusion :

— Vous pourrez vous baigner à nouveau dans le fleuve.

Hum.. me baigner au milieu des plaisanciers, dans le ronflement des hors-bord et les gaz d'échappement ? Non, décidément, je préfère tourner le dos à la Garonne de plaine et retrouver le tête-à-tête encore possible avec la Garonne sauvage de Saint-Béat, d'Arlos et du val d'Aran...

Maurice CHAVARDÈS.

Mutation politique

Habitant à N..., j'ai été appelé en août 1980 au service national et affecté en septembre sur une base aérienne de la région parisienne. Pendant quatre mois, hormis le fait de recevoir *l'Unité* sur la base, on ne m'a rien reproché. Le 15 janvier, j'ai appris que j'étais immédiatement « détaché pour raison de service » à 50 kilomètres de la base dans un endroit où il n'y a pas de militaires.

J'ai immédiatement contesté, en vain, cette décision auprès du lieutenant-colonel commandant mon service et auprès du colonel commandant la base. De multiples indices, et notamment un entretien avec un général, m'ayant permis de conclure qu'il s'agissait en fait d'une mutation politique intervenue à la suite d'un rapport de la sécurité militaire, j'ai décidé de déposer un recours contre cette décision au tribunal administratif.

Ma détermination s'est rapidement renforcée puisque, le 23 janvier, mon frère, également appelé à Paris, était interrogé pendant une heure par son commandant sur ses appartenances syndicales (il milite à la CGT) et politiques, les miennes (je milite au PS), celles de nos parents, celles des parents de sa fiancée. Son commandant lui annonçait également que « sur ordre d'en haut », son rapprochement à V..., qui devait intervenir début mars, était annulé.

Anonymat respecté

Tout est « tranquille »

J'ai entendu Giscard dire que, durant son septennat, il ne s'était rien passé en France, tout avait été tranquille. Je crois que là, la tromperie est grosse.

En effet, il y a journellement des troubles, manifestations avec défilés de tous les groupes professionnels (médecins, magistrats, pompiers, policiers, fonctionnaires et toutes les autres organisations qu'il serait trop long d'énumérer), le tout réprimandé par les CRS et autres. Personne ne parle d'une action qui, à mon avis, est la plus ignoble qui soit (pour ma part, j'en reste outré) : la marine nationale qui a été lancée contre des petits bateaux de pêche. Plutôt que de lancer ces attaques, il aurait été préférable de négocier.

Il y a eu de très nombreux attentats (foyer israélite du quartier Luxembourg, Copernic, toutes les profanations de tombes, etc.). Les nombreux incendies criminels, les attaques de banque, de bijouterie, les prises d'otages et autres. Très nombreux sont ces crimes qui sont restés impunis.

Edgar CHOURAQUI STORA, Essonne

Le cap de la bonne espérance

La campagne présidentielle prend une tournure qui ne plaît guère.

M. Giscard d'Estaing déploie une activité intense pour assurer sa réélection par une occupation quasi quotidienne de la télévision, des radios périphériques.

De plus, j'apprends qu'il se prépare, pour les Français de l'étranger, une magouille électorale qui nous rappelle des souvenirs très récents.

Je souhaiterais beaucoup que le Parti socialiste ainsi que le Parti communiste fassent entendre avec force et détermination leur désapprobation et engagent une procédure auprès du Conseil constitutionnel afin que tout soit clair. (...)

Une lettre d'un lecteur m'a beaucoup irrité dernièrement ; celui-ci exprimait son inquiétude de la manière suivante : *« J'ai peur de gagner, mais je n'ai pas peur de perdre. »* Cela est très grave et représente l'état d'esprit de beaucoup de mes collègues. Vous les jeunes, vous avez l'avenir devant vous. Alors, n'hésitez pas ! hissez la grand-voile, et que vogue le grand vaisseau vers le cap de la bonne espérance, d'une citation chère à Alain Bombard.

Je suis socialiste et ouvrier. Cette condition d'ouvrier me fait dire que je n'ai rien à perdre, mais tout à gagner ; et si je sentais que le Parti socialiste vire à droite, croyez-moi, Monsieur Marchais, je n'hésiterais pas une seconde.

Alors, Monsieur Marchais, cessez donc cette polémique et faites triompher la justice et la liberté. Je ne souhaite qu'une chose, la victoire !

Jean-Pierre LHERMENIER Seine-Saint-Denis

Ne pas confondre Lyon et Villeurbanne

L'article consacré à des expulsions sur Villeurbanne, dans le numéro daté de mercredi, m'a fort surpris. Non pas sur le fond, car il est exact qu'il y a un problème de patrimoine en ce qui concerne les hospices civils dans la commune de Lyon, mais sur la forme.

Il y a, en effet, dans cet article, un amalgame bien curieux entre Lyon et Villeurbanne, qui tenterait à faire croire que les situations sont identiques sur les deux territoires. Il n'en est rien puisque la commune de Villeurbanne a lancé une opération de rénovation urbaine dans le cadre d'une ZAC, sous la responsabilité administrative de la communauté urbaine et par l'intervention d'un aménageur public : la Société d'équipement de la région de Lyon.

Ce genre d'article est très dangereux, et je regrette vivement que le correspondant de *Combat socialiste* n'ait pas jugé bon de s'informer de façon plus complète.

En effet, les personnes citées comme étant représentatives des comités de défense sont, d'une part, M. Guillaume (connu pour être lié aux milieux de droite), et d'autre part, M. Poix (qui est l'un des responsables départementaux du comité de soutien de Jacques Chirac).

Charles HERNU maire de Villeurbanne

Les impôts à Villeurbanne

Suite à un article paru dans *Combat socialiste* du mercredi 8 avril 1961, page 6, dans la rubrique « social/économie », et qui a pour titre « Trois cents patrons stéphanois en colère contre le maire communiste », nous voulons porter les précisions suivantes :

1. La délégation des patrons a été reçue par la municipalité d'union de la gauche, non seulement par le « maire communiste » comme il est dit, mais par des représentants des groupes socialiste et PSU. Les radicaux étaient absents.

2. La décision d'augmenter la taxe professionnelle permet de rééquilibrer le poids de la TP par rapport aux autres taxes. La TP représentait 57,7 % en 1974 et seulement 54,3 % en 1980.

3. Cette décision a été rendue possible par la suppression de la taxe des ordures ménagères.

4. Elle a permis aussi de réduire la taxe d'habitation, favorisant ainsi les locataires et les plus démunis. Seule l'actualisation légale de 10 % des bases d'imposition augmentera la taxe d'habitation en 1981.

5. Cette augmentation de la taxe professionnelle apportera à la ville des moyens supplémentaires pour faire face aux transferts de charges de l'Etat, aux dépenses d'énergie, à l'emprunt Manufrance et permettre de continuer d'améliorer les services et la mise en place d'équipements.

Etienne CHOVET adjoint au maire de Saint-Etienne

Sondages : méfiance

On publie actuellement de plus en plus de sondages qui, s'ils correspondaient à des votes réels, donneraient la victoire à François Mitterrand. Il vaut mieux cela que le contraire.

Mais je me méfie. D'abord, sans mettre systématiquement en cause le sérieux ou l'honnêteté de la plupart des instituts de sondage (encore que la commission des sondages ait déjà fait de sérieuses remontrances à certains), je ne suis pas très assurée de la fiabilité de ces sondages. On a vu, si souvent, ces instituts se tromper (encore pour la dernière élection aux Etats-Unis) que l'on peut avoir des doutes.

Il ne faudrait donc pas que les socialistes, trop réconfortés par les sondages, baissent les bras et imaginent la victoire déjà assurée. Dans les élections précédentes, les sondages ont presque toujours surestimé les résultats du PS. Il faut donc laisser ces sondages où ils sont et se battre jusqu'au bout, jusqu'à la dernière heure de la campagne.

Laurence MELLION Val-d'Oise

Météo



Mercredi : ciel variable et quelques orages épars, dans la moitié nord de la France en particulier. Mais les heures de soleil maintiendront des températures dépassant 20°. Hors des secteurs orageux : vents faibles sud à sud-est.

Jeudi : chaleur et orages épars au Sud-Ouest, au Centre et en Bretagne. Sur la partie nord de la France, températures un peu plus fraîches. Brumes matinales. Vents de nord-est à est.

Rat-le-bol



FRANÇOIS MITTERRAND EN FRANCHE-COMTE

L'automobile, les PME et le socialisme

De notre envoyé spécial, Jérome Bouvier.

TROIS grandes étapes pour le périple de François Mitterrand dans le Nord Franche-Comté : Belfort, Sochaux et Besançon. Alsthom, Peugeot, cette région à très forte concentration ouvrière devait permettre au candidat socialiste de développer de manière très concrète les propositions pour l'emploi et de dénoncer de plus en plus durement les méfaits de la politique Giscard-Barre-Chirac.

Nous allons gagner

Tout émoustillés de prendre contact avec les premiers soleils, les Belfortins ont réservé à François Mitterrand un accueil bon enfant, que l'on devait retrouver tout au long des étapes ultérieures. Accompagné de Jean-Pierre Chevènement et de Raymond Forni, le candidat socialiste a suivi de bonne grâce la visite guidée des fortifications de Vauban, avec sa nécessaire halte devant le lion qui symbolise la ville depuis 1870. De même qu'il ne pouvait quitter l'endroit sans évoquer les luttes d'Alsthom, qui ont profondément marqué la population. « *Vous menez le combat, vous marquez des points dans les syndicats, dans les associations. Mais il ne faut pas se tromper, c'est au niveau du pouvoir central que nous pourrons changer les choses. Nous devons gagner. Nous allons gagner.* »

Autre lion, autre entreprise, autres luttes, François Mitterrand devait reprendre ce thème devant les Sochaliens et les salariés de Peugeot. Il est vrai que le discours très grave du député Guy Bèche, successeur du regretté André Boulloche, avait nettement situé la préoccupation première de la population : l'emploi et la répression patronale. La production automobile, fer de lance de notre industrie, a chuté de 20 % en 1980, et de 30 % pour la seule marque Peugeot. Ce qui se traduit par la perte de 7 000 emplois à Sochaux, sans qu'aucune embauche de jeunes n'ait été réalisée.

« *L'industrie automobile est en péril, nous serons donc amenés à la soutenir sur le plan économique. Je considère que, si les pouvoirs publics n'interviennent pas, cette industrie va connaître le même sort que la sidérurgie.* »

Le candidat socialiste rappelle donc qu'il ne s'agit pas de nationaliser puisque Peugeot n'est pas en situation de monopole, mais de prendre une part minoritaire dans le capital pour contrôler l'entreprise, particulièrement au niveau social.

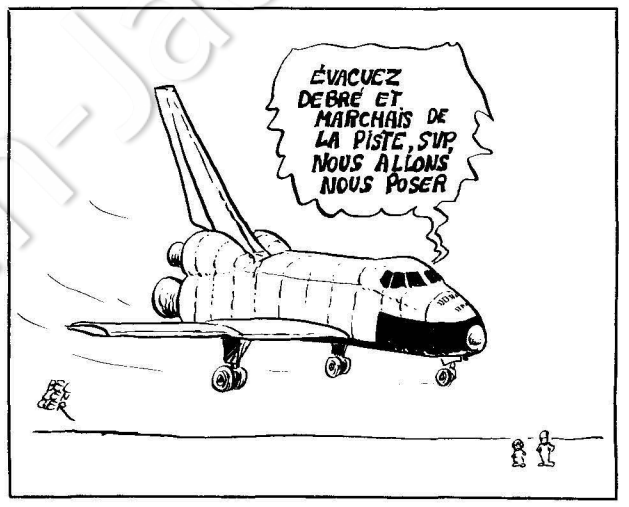
« *Un ouvrier, particulièrement chez Peugeot, a le droit d'avoir une opinion sur tout, mais, lorsqu'il rentre à l'entreprise il ne devrait plus en avoir une seule. Il y a là répression, atteinte à la liberté, à la dignité.* »

Giscard-Chirac même politique

Discours plus politique, enfin, à Besançon, où quatre mille personnes avaient rempli, mardi soir, le Palais des sports, bravant une pluie diluvienne qui crépitait sur l'immense toit de tôle de la salle. Si bien qu'on ne savait pas très bien qui de l'eau, qui des applaudissements ponctuait les rares silences des discours qui précédèrent l'intervention de François Mitterrand.

Entre éclairs, coups de tonnerre et pannes de secteur, Robert Schwintz, sénateur-maire de Besançon, et Véronique Neiertz, déléguée nationale à la condition féminine, réussirent à imposer un discours très dur et très grave sur les effets de la politique giscardienne au niveau local et sur la situation des femmes. Avant que l'ovation monstre faite à François Mitterrand et à ses premiers mots balayent les derniers éléments contraires — « Ce n'est qu'une belle tempête qui annonce l'éclaircie ».

D'entrée de jeu, François Mitterrand a très violemment critiqué le président finissant et Jacques Chirac. Rappelant au premier qu'il n'avait pas le monopole de la France (« *Giscard d'Estaing enfle sa personne. C'est un peu l'histoire de la grenouille. Lorsque nous parlons de l'inflation, de la vie chère et du chômage, nous attaquerions les travailleurs et la France...* »), il s'en prend ensuite, et de manière remarquée, à Jacques Chirac : « *Il me fait penser au personnage de la* Divine comédie, *Hugolin, qui mangeait ses propres enfants. Il n'a fait qu'une bouchée de la petite dernière, la taxe professionnelle, après avoir digéré avec un ventre gros comme ça le fils et la fille aînée, l'inflation et le chômage, pour lesquels il a demandé un désaveu de paternité en montrant l'ami coupable Valéry Giscard d'Estaing. Laissons le décider lequel des deux est le plus responsable. Si c'est pour l'ancienneté, c'est Giscard d'Estaing qui arrive en tête. Mais on ne peut prétendre que l'autre n'ait pas prêté la main.* »



«Pour nous, c'est Mitterrand»

François Mitterrand devait présenter mercredi à Paris la nouvelle liste de son comité, que préside Maïté Jourdan, dans lequel on note la présence de nombreuses personnalités venant de tous les horizons.

Sophie **Agazinski**, comédienne; Pierre **Aidenbaum**; Jean-Vitus **Albertini**, officier de police judiciaire; René **Allio**, cinéaste; Jean-Paul **Aron**, universitaire ; Jacques **Attali**, économiste ; Marc **Avril**, réalisateur TV, syndicaliste.

Agnès **B...**, styliste; François **Barre**, critique architectural; Marie-Paule **Belle**, chanteuse; Robert **Benayoun**, cinéaste. Michel **Bernard**, sportif; Yves **Bernard**, économiste; Michel **Beroff**, pianiste; Yves **Bertrand**, syndicaliste; **Bill**, dessinateur; Henri **Bolle**, ministre plénipotentiaire; Charles **Brabant**, réalisateur; Jean **Brethes**, ministre plénipotentiaire; Pierre **Brevillon-Chobert**, administrateur civil.

Gilbert **Cahn**, syndicaliste ; Henri **Caillavet**, sénateur; Frédérique **Cantrel**, comédienne; Philippe **Carles**, critique de jazz; Didier **Carrez**; Jean-Claude **Casadesus**, chef d'orchestre; Ernest **Cazelles**, militant mutualiste; Jean-Gabriel **Charbonnier**, écologiste; François **Chardeaux**, réalisateur; François **Chaumette**, comédien; Henri **Chausson**, sous-préfet ; Maurice **Chavardès**, écrivain; René **Chevrier**, marin-pêcheur; Patrick **Colombier**, architecte ; Philippe **Constantin**, éditeur de disques; **Costa-Gavras**, cinéaste; colonel Jean-François **Crémieu**; Raoul **Crespin**, directeur général honoraire de la Banque de France; Didier **Cujines**, syndicaliste étudiant.

Yvan **Dautin**, chanteur; Joël **Dayde**, chanteur; Patrice **Delbourg**, journaliste ; Elie **Delfosse**, directeur de l'Opéra du Nord; Fernand **Delmas**, conseiller général de la Banque de France; Michel **Denis**, professeur d'université; Lucienne **Deschamps**, comédienne; Michel **Deville**, cinéaste; Dora **Doll**, comédienne; François **Dornic**, professeur honoraire; Philippe **Doux**, militant associatif; Pierre **Dumayet**, réalisateur.

Jacques **Esclassan**, sportif ; Lény **Escudero**, chanteur; Claire **Etcherelli**, écrivain.

Etiemble, écrivain.

René **Fallet**, écrivain; Michel **Ferdani**, administrateur civil; **Luc Ferrari**, compositeur de musique; Pierre **Feuilly**, journaliste; Jacques **Février**, journaliste; Guy **Foissy**, écrivain; Richard **Fontana**, comédien ; Marcel **Franck**, musicien du groupe Marquis de Sade; Albert **François**, policier syndicaliste.

Christian **Galvada**, universitaire ; J. **Gamain**, médecin syndicaliste; Norbert **Gamsohn**, éditeur de musique; Xavier **Gélin**, comédien; Pierre **Gentil**, écrivain; Gisèle **Gerente**, artiste peintre; René **Gilson**, metteur en scène; Charles **Gombault**, journaliste ; Gabriel **Gosselin**, universitaire; Marinette **Goureaux**, militante associative; Paul **Guérin**, militant associatif; général Antoine **Guérini**; John **Guez**, artiste; général Edouard **Guibert**.

Marcel **Hanoun**, cinéaste; Claude **Helffer**, pianiste; Philippe **Herpin**, musicien du groupe Marquis de Sade; André **Hirchfeld**, conseiller d'Etat ; Alain **Hugèle**, militant associatif.

Raymond **Jacques**, Français eurasien d'Indochine; Vladimir **Jankélévitch**, philosophe; Albert **Janvier**, commandant de bord; Jean-Noël **Jeanneney**, historien.

Ahmed **Kaberseli**, président du Mouvement des rapatriés musulmans; Raymond **Kéruzoré**, sportif; Georges **Koulouris**, comédien.

Valérie **Lagrange**, chanteuse; Robert **Lamoureux**, comédien; Jacques **Lang**, universitaire; **Claude Lanzmann**, cinéaste; Catherina **Lara**, chanteuse; Jean-Claude **Latil**, peintre; Georgette **Lemaire**, chanteuse; Roger **Louis**, réalisateur; Claude **Lutter**, musicien de jazz.

Jean **Maitron**, historien; Béa **Mama**, chanteuse; Georges **Mamy**, journaliste; Denis **Manuel**, comédien; Michèle **Manceaux**, écrivain; Pierre **Mathieu**, agriculteur syndicaliste; **Matta**, artiste peintre; Jean **Matouk**, économiste; Cherif **Mecheri**, préfet; André **Micquel**, universitaire; Alexandre **Minkowski**, médecin; Maurice **Monge**, mathématicien.

Jean **Nouvelle**, architecte; Marcel **Ophüls**, cinéaste.

Janine **Parent**, travailleuse; Jean-Michel **Plaa**, association de jeunes; Martine **Portnoe**, militante féministe; Anna **Prucnal**, comédienne; Max **Querrien**, conseiller d'Etat.

Jean **Rabaut**, historien; Denise **René**, directrice de galerie; Philippe **Richer**, ministre plénipotentiaire; Jacques **Rietzer**; Charles **Rocchi**, chanteur-compositeur; Maurice **Rolland**, préfet; Jean-Michel **Rosenfeld**, action culturelle; Pierre **Roudy**, proviseur de l'ENSATT; Jacques **Ruffio**, cinéaste

Jean **Saint-Geours**, économiste; Pascal **Sevran**, écrivain; Lucien **Sfez**, sociologue; François **Solo**, dessinateur.

Jean **Terquen**, chirurgien; Pierre **Théobald**, écologiste. Jean-Marc **Thibault**, comédien; Luciani **Toussaint**.

Jean-Maurice **Verdier**, universitaire; Gilbert **Véron**, Organisation internationale de jeunesse; Claude **Villers**, journaliste; Henri **Virlojeux**, comédien; Claude **Wesly**, écologiste.

Et tous les parlementaires socialistes (députés, sénateurs, parlementaires européens, conseillers de Paris).

«C'est le capital qui ronge les PME»

PENDANT près d'une heure, le hameau de Autechaux (Doubs) a quintuplé sa population, mardi après-midi. entre Sochaux et Besançon, François Mitterrand s'est en effet arrêté — avec son cortège de militants et de journalistes — dans la menuiserie de M. et Mme Jacky Lafont. Une PME, créée par un homme seul et un apprenti, qui compte aujourd'hui 16 compagnons après en avoir employé 26.

Non sans plaisir, François Mitterrand s'est donc promené entre billes de sapin, dégauchisseuses et scies à ruban.

Humant l'odeur de la sciure, remarquant une essence plus noble, il se plaît à rappeler que son grand-père était marchand de bois près de Cognac. Bref, Autechaux représentait pour le candidat socialiste le genre d'étape qu'il affectionne, car il peut, à partir d'un cas concret, parler de politique, de l'histoire de la France et de la sienne.

Comme il le laisse entendre depuis le début de sa campagne, François Mitterrand veut faire redécouvrir le socialisme aux artisans et aux agriculteurs, « *catégories socio-professionnelles qui devraient logiquement venir à nous si nous savons aller à eux* ». Et, pour ce faire, le candidat socialiste devait commenter ses dix propositions pour les PME.

- **Créer** des centres techniques professionnels permettant le transport et les échanges d'une entreprise à l'autre ;
- **Accélérer** la formation professionnelle (assistance de conseillers techniques et création de centres de gestion associatifs) ;
- **Exiger** une concurrence loyale de la part des grandes surfaces, et favoriser l'implantation de commerçantS indépendants ;
- **Harmoniser** les règles de couverture des risques sociaux ;
- **Revaloriser** le niveau minimal des prestations sociales et de vieillesse ;
- **Revaloriser** le statut du conjoint ;
- **Favoriser** les installations par des prêts à long terme ;
- **Instaurer** un salaire fiscal pour les artisans et les commerçants (après des négociations avec les organisations représentatives) ;
- **Promouvoir** les groupements d'achats ;
- **Permettre** aux associations de consommateurs d'être présentes lors des prises de position.

LE VOTE DES FRANÇAIS A L'ETRANGER

Non au racket électoral!

LE ministère des Affaires étrangères persiste et signe. Après le discours de François Mitterrand à Dijon, dimanche dernier, dans lequel il mettait « *en garde le pouvoir contre la tentation de trucage électoral dans les DOM-TOM ou pour le vote des Français à l'étranger* », le Quai d'orsay, dans un communiqué, affirme que « *la tricherie évoquée réside en réalité dans de fausses allégations par lesquelles François Mitterrand cherche à jeter le doute sur la régularité du vote* ».

Il s'agit bien d'irrégularités. Une fois de plus, les Français à l'étranger font l'objet de sollicitations regrettables pour la démocratie.

Présomption de fraude

Certes, les conditions d'accès au fichier électoral ont été réglementées par la commission « informatique et liberté », par une décision du 10 mars 1981, indiquant qu'à l'ouverture de la campagne un extrait du fichier serait remis aux candidats qui en ferait la demande.

Dans ces conditions, comment se fait-il qu'une lettre de Valéry Giscard d'Estaing, datée du 17 mars et envoyée avant le 10 avril, date officielle du début de la campagne, soit parvenue aux Français résidant à l'étranger ? Comment le président-candidat a-t-il eu connaissance, avant tous les autres, du fichier électoral ? Il est certain que l'Elysée ne se préoccupe pas de légalité depuis le début de la campagne et mêle sans aucun complexe le rôle de l'Etat et les préoccupations électorales...

De 400 à 600 francs

D'autre part, les Français à l'étranger sont, dans de nombreux cas, inscrits à la fois sur une liste métropolitaine et sur une liste à l'étranger, ce qui leur permet de voter pour les élections locales en France et pour les élections nationales depuis leur lieu de résidence, ce qui est tout à fait légal. Ce qui l'est moins, c'est que, l'INSEE envoyant les bordereaux d'inscription à l'étranger aux mairies françaises, on se soit aperçu que certains citoyens étaient inscrits dans plusieurs pays à la fois. Un ordinateur ne peut inventer une donnée ; il y a donc là une sérieuse présomption de fraude.

Quant au démarchage à domicile, il faut rappeler la question orale du sénateur Henri Caillavet (non-inscrit) du 3 avril dernier, qui accusait les agents consulaires de se « *comporter comme des sergents recruteurs* ». Des Français du Maroc nous ont affirmé que des assistantes sociales et des agents consulaires « *distribuaient* » de l'argent (de 400 à 600 francs, disaient-ils), au nom du président sortant.

Toutes ces manœuvres sont habituelles et choquantes. Nous publions ci-dessous la lettre de Valéry Giscard d'Estaing et la réponse qui lui est faite par un de ces Français à l'étranger, qu'il cherche tant à séduire.

Colette PARIS

LETTRE DE GISCARD D'ESTAING AUX FRANÇAIS RESIDANT A L'ETRANGER, DATEE DU 17 MARS 1981 (EXTRAITS)

« *PARMI les missions les plus importantes du président de la République française, la défense de la place et du rayonnement de la France dans le monde est une priorité... A tous ceux qui dénigrent les progrès accomplis depuis sept ans, vous pouvez apporter un témoignage : celui de votre confiance dans l'avenir de la France...*

» *Dans un débat que beaucoup voudraient ramener à un repli de la France sur elle-même, vous pouvez juger et apporter à vos compatriotes cet indispensable élément de comparaison, pour donner à la France sa juste place dans le monde... J'ai personnellement apporté une attention particulière à vos problèmes et à l'amélioration de vos conditions de vie... Je vous dis aujourd'hui que cet effort sera poursuivi, pour votre avenir et celui de la France.* »

REPONSE D'UN FRANÇAIS A L'ETRANGER JACQUES REITZER DE CASABLANCA (EXTRAITS)

« *APRES lecture attentive, votre lettre est semblable à celle que nous avons reçue en 1974, ce sont toujours les mêmes vaines promesses et des phrases toujours aussi creuses... Nous éprouvons des doutes quant à la capacité de la France à tenir son rang...*

» *Nous avons été surpris de voir le chef de l'Etat rendre visite au maréchal-président à vie du Centrafrique, puis outrés d'apprendre que le contribuable français avait assumé les frais d'un sacre scandaleux, ulcérés de voir couvrir par notre pays les sanglants événements de Bangui, honteux enfin d'apprendre que le ministre des Finances et le chef de l'Etat et sa famille avaient bénéficié des largesses d'une brute sanglante. Les explications données ne nous ont pas convaincus, elles étaient tardives et embarrassées...*

» *Nous sommes d'accord pour faire entendre la voix de la France à condition d'être traités comme des citoyens... Vous avez rejeté, sans explication, toutes nos revendications... En 1974, vous avez pu faire illusion ; en 1981, le bilan de votre action est là pour le prouver, ce temps est révolu.* »

Jacques Chirac est amnésique

Jacques Chirac est atteint d'une grave maladie : il est amnésique ! C'est ce que déclare la lettre de l'UDF du 15 avril : « *L'enjeu de l'élection présidentielle mérite un minimum d'honnêteté et de sincérité... Les Français ont du mal à comprendre qu'un candidat oubliant ses responsabilités et son passé propose de défaire demain ce qu'il a fait hier, ou envisage de réaliser tout ce dont il ne voulait pas entendre parler il y a quelques années seulement.* » Jean Lecanuet s'interroge : « *Comme ancien ministre d'Etat du gouvernement dirigé par Jacques Chirac, je suis choqué. Comme partisan de l'unité de la majorité, je m'interroge...* »

Domaine réservé

Michel Debré a déclaré, mardi, qu'il « *n'approuve pas l'actuelle lecture de la Constitution qui aboutit à faire du président de la République, et de lui seul, le maître total de l'Exécutif... L'actuelle campagne présidentielle montre bien que le président n'a pas à être le monsieur qui parle, d'une manière permanente ou des prestations sociales ou de toute la vie quotidienne* ».

Pierre MAUROY : une autre politique pour l'Université

Le ministre des Universités brille curieusement par son absence. Le porte-parole de François Mitterrand rappelle la mise au pas de l'université par le président sortant et trace les grandes lignes de l'« autre politique » en ce domaine.

LE candidat sortant est étonnamment discret sur sa politique universitaire. Son ministre des Universités, qui nous avait jusqu'ici habitué à des déclarations fracassantes et à un goût prononcé de la publicité, a quasiment disparu de la scène. Tout se passe comme si l'un et l'autre, conscients de l'impopularité de leur politique chez les enseignants et les étudiants, jugeaient préférable d'en parler le moins possible.

On ne saurait cependant oublier que le septennat a été marqué par l'élimination progressive des acquis de la loi d'orientation ; par la mise en place d'une carte universitaire tenant compte des intérêts particuliers et des considérations électoralistes ; par l'aggravation de la sélection par l'argent ; par la mise au pas idéologique et par l'étranglement financier.

Dans ce domaine aussi, une autre politique est possible pour que l'université puisse répondre aux besoins de la nation tout entière. Des crédits supplémentaires lui sont nécessaires pour ouvrir à tous l'accès aux études supérieures, pour faire face aux besoins de la recherche, de la préparation aux emplois, de la formation continue. Une augmentation de la participation à tous les niveaux doit assurer le fonctionnement démocratique des établissements et du système universitaire dans son ensemble.

JEUNES

Une autre forme de dialogue

Il est des façons diverses de faire de la politique, des façons différentes de s'engager et d'en témoigner. Nicole Questiaux, la commission culture et information du parti et de jeunes Lillois en ont apporté la preuve à Lille, le samedi 11 avril.

LES jeunes ne s'intéressent pas, dit-on, à la politique ? N'est-ce pas au contraire que le discours politique ne s'adresse guère à eux, n'est à l'écoute ni de leur culture, ni de leurs désirs, ni de leurs angoisses ?

« Rock against Giscard »

Soirée paradoxale au théâtre Sébastopol, à Lille, temple de l'opérette : 900 jeunes, qui n'y étaient sans doute jamais entrés, pour qui le socialisme n'avait guère de résonance autre qu'un « ras-le-bol » indifférent, ont applaudi avec le même enthousiasme le témoignage de musiciens venus apporter leur soutien à François Mitterrand, tout en n'en partageant pas toujurs toutes les idées, et le témoignage d'artistes et d'intellectuels, d'élus locaux, venus s'expliquer sur leur engagement politique. La véritable réussite de cette rencontre ? que politique, témoignages, musiques de France et d'ailleurs se soient fondus pour construire cet événement, une soirée où les jeunes se sont reconnus.

Durant l'après-midi, des forums avaient été organisés autour de thèmes comme « Les jeunes et la littérature », animé par François-Régis Bastide, « Les jeunes et la révolution », avec Claude Manceron, « Les jeunes et la bande dessinée », avec Philippe Druillet. Ce dernier, devant un auditoire compétent et passionné, a parlé de son art, revendiquant pour lui ses origines populaires à travers la diffusion de la presse. En réponse à de multiples questions, il a expliqué son combat personnel, avec la création, ses goûts, rendant pêle-mêle hommage à Gustave Doré, à Jules Verne, à Stanley Kubrick — celui de *2001, l'Odyssée de l'espace*. Il a rappelé aussi le caractère prophétique de la littérature de science-fiction, dont il est l'un des premiers à avoir illustré l'univers.

Vendredi 17 avril à Toulouse, mercredi 22 avril à Nantes, samedi 2 mai à Nîmes, sans compter le « Rock Against Giscard » organisé par le MJS à la Mutualité à Paris le 30 avril, seront autant d'initiatives dont l'ambition est de poursuivre cette autre forme de dialogue, de développer ces autres pratiques culturelles et de réconcilier les jeunes avec la politique. Les artistes, les intellectuels et les militants qui participent à cette initiative ne font ni promesses, ni démagogie. Ils veulent agir, faire la fête aujourd'hui, pour affirmer le droit de la jeunesse à la parole et à l'espoir, par les moyens qu'elle estimera être les siens.

Martine KAUFMANN

Spécial P.S.

Réunions publiques

• *Jeudi 16 avril.* — **Clermont-Ferrand** (18 h 30) puis **Grenoble** (21 h 30), en compagnie de Michel Rocard : François Mitterrand ; **Mézidon :** Marcel Debarge ; **Marseille :** Françoise Gaspard ; **La Frette :** Claude Germon ; **Le Quesnoy :** Paul Quilès ; **Marseille** (17 heures), puis **Istre** (20 h 30) : Jacques Delors ; **Gap :** Yvette Roudy ; **Paris** (2e arrondissement) : Edwige Avice, Bertrand Delanoë, Gérard Monate, Jack Lang, Pierre Lemorvan (20 h 30) au 17, rue Léopold-Bellan ; **Calais :** Lionel Jospin ; **Sens :** Pierre Bérégovoy ; **Sainte-Sabine :** Claude Estier ; **Chabris :** André Laignel ; **Bagnols-sur-Cèze :** Anne Trégouët.

• *Vendredi 17 avril.* — **Pau :** François Mitterrand (21 h 30) ; **Charolles :** Pierre Joxe ; **Annecy :** Louis Mermaz ; **Montpellier,** puis **Lunel :** Véronique Neiertz ; **Montluçon :** Claude Germon ; **Laval :** Pierre Bérégovoy ; **Tulle :** Lucien Delmas ; **Aigarande :** André Laignel ; **Lavalette :** Yvette Roudy (20 h 30) ; **Arcachon :** Louis Le Pensec ; **Evian :** Louis Mexandeau ; **Pontarlier** (salle Pourny, 18 h 15), **Audincourt** (théâtre municipal) : Michel Rocard ; **Saint-Jean-de-Bournay :** Christian Nucci ; **La Chaise-Dieu :** André Billardon ; **Craponne :** Louis Eyraud.

Editions

Le PS vient d'éditer un dépliant : Cadres : l'autre politique, *qui présente les cinq points essentiels que François Mitterrand mettra en œuvre :*

— assurer l'avenir professionnel ;

— préserver votre niveau de vie ;

— assurer votre participation effective et reconnaître votre rôle ;

— accroître vos droits et libertés ;

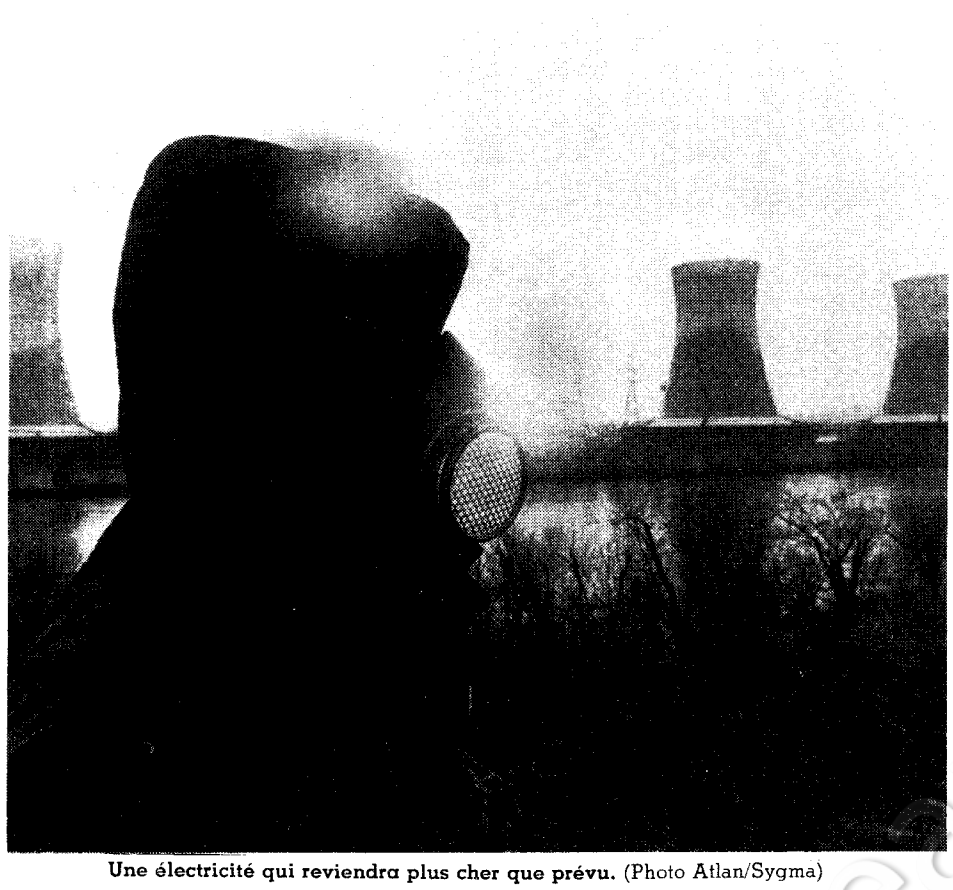
— préparer et maîtriser l'avenir.

La CFDT remet en cause le programme nucléaire

ESTIMANT que la consommation de l'électricité en France en 1990 pourrait être de l'ordre de 350 milliards de kWh(chiffre à rapprocher du rapport Crémieux), au lieu des 450 visés par le gouvernement, les responsables du secteur énergie de la CFDT ont indiqué, mardi, au cours d'une conférence de presse, que la politique du « tout nucléaire » était « *une solution économiquement désastreuse* ». Ces 100 milliards de moins représentent la production de 20 tranches nucléaires de 1 000 mégawatts, soit une économie de 70 milliards de francs.

Rappelant que la CFDT réclamait depuis longtemps un programme massif d'économies d'énergie et de diversification des sources, Michel Rolant, secrétaire national, a en outre déclaré que l'actuelle politique « était défavorable à l'emploi ».

D'une part, parce qu'elle implique des pertes d'emplois dans le secteur pétrolier (raffinage, distribution, vente d'appareils de chauffage) ; d'autre part parce qu'elle s'accompagne d'une restructuration de l'industrie électromécanique (pas de commandes pour l'hydraulique et peu pour les centrales à charbon, donc pertes de marchés extérieurs pour ces deux secteurs).



Une électricité qui reviendra plus cher que prévu. (Photo Atlan/Sygma)

Vouloir que 75 % de la production d'électricité en 1990 soit d'origine nucléaire est pour la CFDT « un pari hasardeux », pour des raisons de sécurité et de coût financier. En effet « *personne ne peut dire quel sera le coût du kWh puisqsu'il dépend essentiellement du facteur de charge et de la disponibilité des centrales, sans oublier le coût de la gestion des combustibles irradiés et des déchets radioactifs* ».

Ces thèses sont à rapprocher de celles du programme énergétique du Parti socialiste, même s'il y a quelques différences.

« *Je préfère un président de gauche avec lequel j'ai de légères divergences sur le programme nucléaire, à un président de droite avec des idées diamétralement opposées* », devait déclarer Michel Rolant.

Enfin, la CFDT a remis un important document sur la sûreté nucléaire, baptisé *Une histoire à suivre... les fissures*, et sur les conditions de travail dans les centrales.

Le PSU se prononce pour la semaine de 30 heures

HUGUETTE Bouchardeau, candidate du PSU à l'élection présidentielle, a présenté, mardi 14 avril, les grands axes de sa campagne en matière économique.

La candidate propose un « plan d'urgence pour l'emploi », qui fixe comme objectif central d'atteindre les trente heures de travail hebdomadaires à la fin des années 80.

Pour le PSU, l'abaissement de la durée du travail devra être progressif : trente-huit heures fin 1981, trente-cinq heures fin 1983, trente-trois heures fin 1985, trente heures fin 1988. Les modalités d'application seront négociées branche par branche dès cette année, et aucune perte du pouvoir d'achat ne pourra être enregistrée pour les salaires inférieurs à trois fois le SMIC.

Huguette Bouchardeau a également préconisé un relèvement du pouvoir d'achat du SMIC de 8 % par an, ce qui le porterait à 3 400 francs (constants) en 1983 et à 4 000 francs en 1985.

Ces mesures doivent s'accompagner d'une réforme de la fiscalité, ainsi que d'une réduction des charges sociales des entreprises. Une politique d'amélioration des services collectifs constituera la contrepartie d'une politique de modération des revenus et des transferts sociaux.

Selon le PSU, ce plan, qui « *ouvre la voie à un autre type de développement* », devrait permettre la création de deux millions d'emplois nouveaux au cours du septennat, et de ramener progressivement le nombre de chômeurs aux alentours de 1 million de personnes.

Fonctionnaires britanniques et portugais, même combat

RIEN ne va plus dans la fonction publique. En Grande-Bretagne, les syndicats des 530 000 fonctionnaires ont appelé, mardi 14 avril, tous leurs adhérents à la grève. Les débrayages qui ont débuté en fin d'après-midi pourraient déboucher rapidement sur une grève générale de la fonction publique.

Les syndicats de fonctionnaires ont décidé de lancer cet appel après que la marine fut intervenue pour réarmer un sous-marin nucléaire, tâche assumée normalement par des fonctionnaires civils.

Or, depuis le 10 mars, les fonctionnaires britanniques effectuent des actions ponctuelles pour appuyer leurs revendications salariales. Ils réclament une hausse de 15 %, alors que le gouvernement de Mme Thatcher ne propose que 7 %.

Au Portugal, une grève de trois jours a été déclenchée, mardi 14 avril, dans la fonction publique, à l'appel des deux grandes confédérations syndicales, CGTO (communiste) et UGT (social-démocrate), qui revendiquent une augmentation des salaires de 22 %, face aux 17 % proposés par le gouvernement.

Cet arrêt de travail, le plus long depuis la révolution d'avril 1974, touche pratiquement tous les secteurs. Le personnel enseignant a décidé de se mettre également en grève, pour trois jours, après les vacances de Pâques.

Rapprochement Crouzet-SFENA

Les salariés tenus à l'écart

PLUS de deux cents salariés de la SFENA, société spécialisée dans les équipements aéronautiques, ont manifesté, mardi 14 avril, à Paris, rue des Francs-Bourgeois, devant l'hôtel de Coulanges, où se tenait alors l'assemblée générale des actionnaires de Crouzet.

L'intersyndicale de la SFENA (CFDT - CGC - CGT - FO - Autonomes) dénonce l'opération approuvée mardi par les actionnaires de Crouzet, qui fait de la SFENA (800 millions de chiffre d'affaires) une filiale de Crouzet (1,2 milliard de chiffre d'affaires). Elle ne peut admettre que le personnel ait été placé devant le fait accompli : le comité central d'entreprise n'a été informé qu'en décembre dernier.

Ce n'est qu'une fois le montage financier réalisé qu'ont été mises en place des commissions, chargées d'examiner les aspects sociaux et industriels, d'où est exclue toute représentation du personnel.

Le personnel craint qu'au terme de cette opération son statut soit aligné sur celui des salariés de Crouzet, moins favorable.

En outre, l'intersyndicale fait remarquer que cette opération s'accompagne d'un désengagement de l'Etat, qui échange 60 % du capital de la SFENA contre 33 % du capital de Crouzet, avec en prime un cadeau de 55 millions de francs en argent frais.

Les belles étrangères nous roulent

Les marques d'automobiles étrangères ont accru sensiblement, en février 1981, leur pénétration sur le marché français avec 25,46 % de celui-ci contre 19,84 % en février 1980.

Ce résultat, qui ressort des statistiques publiées par la chambre syndicale des importateurs d'automobiles, est dû davantage à un recul du nombre des immatriculations de véhicules français qu'à une forte progression des importations de voitures étrangères. Au total, les immatriculations ont porté, en février, sur 162 242 véhicules (contre 165 734 en janvier et 191 256 en février 1980).

Toutefois, toutes marques étrangères confondues, le secteur des voitures particulières et commerciales et des véhicules utilitaires importés enregistre un repli en février 1981 par rapport au mois précédent, avec 39 126 immatriculations contre 43 926 en janvier. En février 1980, les immatriculations s'étaient élevées à 37 939.

Le groupe Volkswagen (Audi et Volkswagen) arrive au premier rang des importations françaises avec 8 343 immatriculations devant Ford (7 933), Fiat (5 011) et General Motors (2 288), tandis que le japonais Datsun occupe la neuvième place (1 101).

Ainsi le constructeur allemand se taille-t-il la part du lion sur le marché français, ce qui explique sans doute ses réticences à toute action concertée des Européens pour freiner les exportateurs japonais...

Conflit Pelforth : les CRS préfèrent la brune

Les forces de police sont intervenues, mardi 14 avril, à la brasserie Pelforth de Mons-en-Barœul, dans la banlieue de Lille, pour disperser le piquet de grève qui en bloquait l'accès depuis douze jours.

La direction avait décidé de faire appel à la police en application d'une ordonnance de référé rendue il y a une semaine.

La grève avait été lancée par l'intersyndicale (CGT, CFDT, FO, CFTC) de la brasserie pour protester contre le déclassement d'un agent de maîtrise et soutenir des revendications salariales.

Aucune négociation n'est prévue sur ces revendications, indique la direction générale de la brasserie, précisant qu'en ce qui concerne l'agent de maîtrise une « *solution* » a été « *proposée* ».

Les représentants de l'intersyndicale ont annoncé leur intention de « *durcir le mouvement* » et de reconstituer le piquet de grève.

• **La direction de l'entreprise Motte-Bossut**, à Roubaix (Nord), spécialisée notamment dans les velours de coton, a annoncé la prochaines fermeture de sa filature à Roubaix. Environ une quinzaine des 90 salariés de cette unité est déjà reclassée dans les autres usines de la société.

Commerce extérieur

Déséquilibre, quand tu nous tiens...

NOUVELLE aggravation du commerce extérieur français. Après un déficit de 3,9 milliards de francs enregistré en février dernier, la balance commerciale française accuse en mars un nouveau déséquilibre de 4,6 milliards de francs. Pour le mois dernier, les exportations s'établissent, en effet, à 50,5 milliards, et les importations, à 55,1 milliards.

Pour le premier trimestre 1981, la France enregistre un déficit cumulé de 16,9 milliards. Et contrairement aux déclarations de Michel Cointat, ministre du Commerce extérieur, qui considère le déficit de mars comme « *un résultat satisfaisant* », l'évolution de nos échanges avec nos principaux partenaires reste inquiétante.

Ces échanges restent toujours fortement déficitaires avec les Etats-Unis (– 2,2 milliards de francs en mars, – 7,1 milliards au premier trimestre), la RFA (– 1,5 milliards et – 4,5 milliards), de même qu'avec l'ensemble de la CEE (– 5,9 milliards de francs pour les trois premiers mois de 1981).

A ce déséquilibre géographique s'ajoute un fort déséquilibre sectoriel. Les importations de biens d'équipement et de biens durables pour les ménages demeurent élevées. Quant à leur ralentissement depuis un an, il ne peut être imputé à la reconquête du marché intérieur par les entreprises françaises. Bien au contraire, confrontées à la récession, celles-ci ont simplement freiné leurs achats à l'étranger, sans investir pour autant sur le marché national.

BREF

• **Les syndicats CGT, CFDT et FO** des cheminots de la région de Carcassonne (Aude) appellent le personnel des gares des lignes Carcassonne-Quillan et Carcassonne-Lézignan à cesser le travail du vendredi 17 au samedi 18 avril, à 4 heures, pour protester contre les suppressions d'emplois. « *Cinq postes ont été supprimés depuis février et une dizaine d'autres doivent probablement disparaître d'ici, la fin de l'année* », affirment les syndicats.

• **Mille quatre cents des deux mille salariés** des entreprises Chaffoteaux et Maury (numéro un du chauffe-bain en France), de Saint-Brieuc (Côtes-du-nord), seront en chômage technique la première semaine de mai et de juin.

• **Les employés du cadastre de Paris** poursuivent leur grève, entamée il y a plus d'un mois. Dans un communiqué, publié mardi, des représentants des grévistes soulignent qu'après la grève nationale des syndicats des impôts du 8 avril la Direction générale des impôts a fait des « *propositions positives* » au niveau national (concernant la stabilisation des expéditionnaires et des auxiliaires). Mais celles-ci « *ne résolvent aucun des problèmes posés aux expéditionnaires du cadastre de Paris, qui ont reçu une « mutation d'office » dans d'autres services de la région parisienne* ».

• **Environ 80 % des 720 salariés** de la verrerie Ceraver de Saint-Yorre (Allier) observent des arrêts de travail depuis jeudi 9 avril afin d'obtenir une augmentation de salaire.

• **Les 56 salariés** de l'usine de matière plastique Stratal SA de Lautenbach-Zell (Haut-Rhin), seront licenciés le 16 avril. La société Stratal, ancienne filiale du groupe Planet-Watthom, avait déposé son bilan récemment et la liquidation de ses biens avait été décidée au début d'avril.

• **Douze mille employés des banques nationales de Grèce** ont observé, mardi 14 avril, un arrêt de travail de vingt-quatre heures dirigé contre leur administration qu'ils accusent de ne pas respecter certaines clauses de leur contrat collectif. De leur côté, les employés des banques commerciales, environ 5 500, poursuivent leur mouvement de protestation entamé le 7 avril. Ils revendiquent notamment l'assimilation de leur Sécurité sociale à cellle des employés des banques contrôlées par l'Etat.

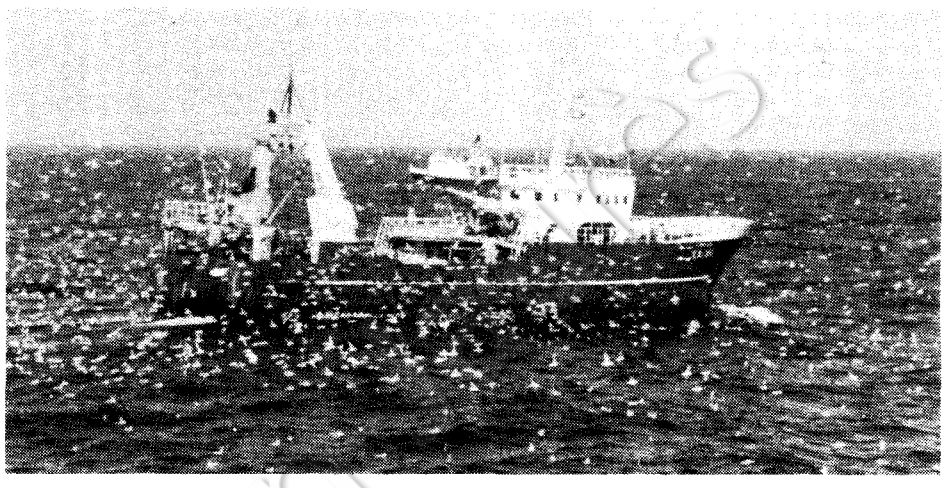
• **Une partie du personnel** de la Compagnie fermière de Vichy (120 salariés), usine de mise en bouteilles d'eau, observent des arrêts de travail quotidiens depuis jeudi 9 avril afin de demander une revalorisation des salaires.

Les Anglais veulent confisquer la mer

La campagne électorale et les récents sommets européens ont ramené, pour un temps seulement, le problème de la pêche dans l'actualité.

Nous avons choisi Boulogne, premier port de pêche français (110 000 tonnes par an plus 90 000 importées), dont 85 % des ressources sont pêchées hors des eaux nationales, pour tenter de faire le point sur les conséquences de l'échec d'une Europe bleue. Pour tenter également de décrire le climat social qui règne chez les professionnels boulonnais après la récente dénonciation par les armateurs de la convention collective les liant aux syndicats jusqu'à la fin mai. Celle-ci porte sur le nombre des effectifs à bord et avaient été à l'origine du conflit de l'été dernier.

De notre envoyé spécial



Les bateaux boulonnais menacés par les Britanniques. (Photo Langevia Sygma)

« *JUSTE après les rats, viennent les Anglais* » dit-on communément dans la capitale du « pichon ». Et les trois millions de touristes britanniques que crache annuellement l'hovercraft à Boulogne ne changeront rien aux flots d'aménités que s'envoient les deux populations depuis bien avant Napoléon, de chaque côté de la Manche.

En l'occurrence, cette mer qui les sépare renferme plus de 60 % des ressources en poissons de la Communauté, et les Anglais comptent bien en tirer avantage envers et contre tout, et en premier lieu contre leurs propres engagements pris lors du traité d'adhésion au Marché commun.

« *A l'exception du merlan qui va bien (et qui a peu de débouchés), toutes les espèces de base sont menacées, c'est pourquoi il faut arriver à faire respecter les quotas, sinon il n'y aura plus de pêche d'ici à cinq ans en Europe.* » Alarmiste, Jean-Baptiste Delpierre, qui dirige à Boulogne les établissements du même nom, et qui est aussi le président du syndicat des armateurs à la pêche ? Ce petit-fils et fils d'armateur sait en tout cas de quoi il parle quand il évoque la diminution des prises constatée depuis 1973 et ce malgré l'augmentation de la puissance des navires (commandés et construits avant la crise pétrolière). « *Personnellement je ne serais pas contre une police européenne, car l'avenir dépend de la préservation des ressources* » déclarait Guy Lengagne, le maire socialiste de Boulogne, à l'occasion du débat qui suivit la semaine dernière la présentation du livre *la Mer retrouvée*, et auquel participèrent Jean-Yves Le Drian, député PS de Lorient, Michel Pezet, secrétaire national au cadre de vie, et Michel Carlier, adjoint au maire.



Guy Lengagne : « Je lance un cri d'alarme pour la pêche. »

Plus grave encore est la question des prises destinées à la consommation animale. Il faut savoir, par exemple, que si, en France, elle ne dépasse pas 2 % de ce qui est pêché, au Danemark c'est 1 500 000 tonnes sur les 1 800 000 pêchées qui sont directement transformées en farine. « *Or quand on pompe*, esplique Guy Lengagne, *d'autres poissons sont pris, puisque la maille des filets pour la consommation animale est dix fois plus petite. Il faut donc avoir le courage de discuter avec les Danois de cet aspect.* » Quant aux Norvégiens, ils ont tellement fait de farine qu'ils ont massacré les bancs de harengs. Après le hareng, d'autres mesures de restriction s'imposent.

La pêche sacrifiée

Concernant le refus des Anglais de reconnaître les droits historiques des pêcheurs français à aller pêcher près des côtes britanniques et irlandaises : « *Leur position est absolument inadmissible*, estime Jean-Baptiste Delpierre. *Inadmissible également leur attitude qui vise à interdire l'accès des îles Shetland et Orcades (Ecosse) puisque, pour nous, Boulonnais, ces zones représentent 60 % de notre chiffre d'affaires. Quant aux îles Féroé, je considère que nous avons été roulés parce que les mailles spéciales des filets (obligatoires dans cette zone) ne nous permettent même plus de pêcher les quotas accordés.* »

« *Je lance un cri d'alarme. Parce qu'après le cadeau de 6 milliards que nous avons fait à la Grande-Bretagne au titre de la réduction de sa participation au budget de la CEE pour 1980, en acceptant que ne figure plus dans les textes aucune référence aux droits historiques des pêcheurs français, nous n'avons plus aucune garantie.* » « *Je crains que l'on ait sacrifié la pêche sur l'autel de l'agriculture* », dit Guy Lengagne en comparant les 100 000 personnes qui vivent de la pêche aux 2 000 000 d'agriculteurs. Et Jean-Baptiste Delpierre rejoint ces inquiétudes : « *Il est à redouter que certains pays ne prennent des mesures unilatérales.* »

Qu'aurons-nous à opposer aux Anglais en pareil cas. Nous sommes dans une telle position de faiblesse que seule une négociation globale (c'est-à-dire revenant sur la participation britannique au budget de la CEE) et politique (avec l'ensemble des autres pays européens) permettrait d'obliger la Grande-Bretagne à des concessions. Si tel était le cas, les armateurs français seraient sans doute prêts à admettre la création de certains « boxes » (réserves), à la condition qu'ils soient respectés par tous les pays de la CEE, et fixés en fonction de la reconstitution des stocks et non selon des critères politiques. La reconduction pour dix ans supplémentaires de l'actuelle situation est une autre concession envisageable, étant entendu que c'était en principe en 1982 que la Grande-Bretagne devait rentrer dans le régime général.

Il faut souhaiter qu'à la prochaine réunion sur la pêche, en juin à Bruxelles, le ministre français des Transports, quel qu'il soit, fasse preuve d'autant de fermeté à l'égard des Anglais qu'avant les élections. En attendant cela n'empêchera pas les bateaux boulonnais de continuer à pêcher. Heureusement !

Dominique FERBOS

Prochain article : « Pêche industrielle, rien n'a été réglé depuis août dernier ».

Richesse des nations : «R.A.S.»

LES plus pauvres demeurent les plus pauvres. « *L'inégalité dans la distribution des revenus à travers le monde ne s'est pas modifiée de manière perceptible en 1978 et en 1979* », révèle la dernière édition de l'« Atlas mondial 1980 », publié par la Banque mondiale.

Pendant chacune de ces deux années, les produits nationaux bruts par habitant ont progressé en moyenne de 2,5 %, aussi bien dans les pays industrialisés que dans les pays en développement. 13 % de la population mondiale jouissaient de 60 % des revenus mondiaux, alors que 48 % avaient à leur disposition moins de 5 % de ces revenus.

En tête des pays les plus riches du monde, le Koweit, avec un revenu par habitant de 15 970 dollars par an, suivi du Qatar (15 050 dollars), des Emirats arabes unis (15 020 dollars), de la Suisse (12 990 dollars). La France n'arrive qu'au douzième rang avec 8 800 dollars.

Parmi les pays les plus pauvres (revenus par habitant compris entre 200 et 80 dollars par an) : Rwanda, Inde, Malawi, Haute-Volta, Tchad, Mali, Népal, Ethiopie et Bangladesh.

Conseil des ministres extraordinaire à Madrid

ETA met en échec l'armée espagnole

Dans la seule journée de mardi, un lieutenant d'infanterie, un lieutenant-colonel de la Garde civile, tous deux à la retraite, et un industriel ont été assassinés au Pays basque. Chargée, depuis le 22 mars, de diriger les opérations contre le mouvement séparatiste basque ETA, l'armée espagnole se sent impuissante. Les éléments durs manifestent de plus en plus leur mécontentement. Tous les partis politiques sont unanimes à condamner l'ETA.

A la suite de la série d'attentats commis au Pays basque depuis une huitaine de jours, Leopoldo Calvo Sotelo, président du gouvernement espagnol, a réuni mercredi matin un conseil des ministres extraordinaire. D'importante mesures ont été décidées pour tenter d'enrayer l'action du mouvement séparatiste ETA, qui menace la démocratie.

Bombes et assassinats

Devant la montée du péril, l'Union générale des travailleurs (UGT), deuxième centrale syndicale espagnole par le nombre de ses adhérents, a décidé de proposer à tous les partis politiques démocratiques et aux autres organisations syndicales d'organiser une « *paralysie totale* » du pays pendant quelques minutes, en signe de protestation contre les attentats et de solidarité avec les forces de l'ordre. L'UGT est proche du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE).

Dans la seule journée de mardi cinq attentats ont été commis au Pays basque et en Navarre. Le dernier a eu lieu peu avant minuit : deux bombes de forte puissance ont causé des dégâts considérables à une caserne de la Garde civile en construction à Estella, dans la province de Navarre, dont les séparatistes réclament le rattachement au Pays basque.

Beaucoup plus graves sont les assassinats commis quelques heures plus tôt : ceux d'un lieutenant d'infanterie, à Saint-Sébastien, d'un lieutenant-colonel de la Garde civile, à Basauri — tous deux à la retraite — et du directeur de l'entreprise Moulinex, à Usurbil. Les trois victimes ont été tuées à bout portant par des jeunes gens qui ont pris la fuite dans des voitures volées.



Les contrôles sont de plus en plus fréquents dans le Pays basque espagnol. (Photo Michel Philippot/Sygma)

Depuis le 8 avril, les commandos séparatistes d'ETA ont abattu cinq personnes. Les attentats de mardi ont eu lieu le jour où le ministre de la Défense, Alberto Oliart, effectuait une visite à divers cantonnements, à la frontière franco-espagnole.

Pouvoirs de l'armée

C'est le 22 mars dernier que l'armée a été chargée de prendre en main la direction des opérations contre ETA dans le Pays basque. Outre les 2 000 soldats déployés sur la frontière pour l'imperméabiliser, sept unités de la marine et des avions de reconnaissance surveillent en permanence la région.

Le risque est grand, devant cette vague d'attentats qui risque de déstabiliser la démocratie espagnole, de voir les éléments durs des forces armées faire pression sur le gouvernement et le roi Juan Carlos pour limiter les libertés.

Tous les partis politiques espagnols sont unanimes à condamner avec la plus grande énergie les actes criminels d'ETA. Ceux-ci ne peuvent que renforcer les ambitions des nostalgiques de Franco.

Liban : camouflet pour Giscard d'Estaing

LE projet giscardien de création d'une force de paix internationale au Liban a provoqué une véritable levée de boucliers tant à Beyrouth que dans les pays arabes.

L'initiative de l'Elysée était soutenue par Washington. Mais elle a suscité tant de réactions négatives, notamment de la part du gouvernement libanais, que la France et les Etats-Unis ont dû, pour le moment, renoncer à cette idée. Ils se sont rangés à la proposition d'envoyer un émissaire de l'ONU au Liban, chargé d'une mission d'information.

Mourir à Hambourg

La grève de la faim de détenus ouest-allemands pourrait avoir des conséquences graves

SIGURD DEBUS est-il déjà mort ? Ses avocats affirment qu'il est tombé dans le coma le 7 avril à la suite de la grève de la faim qu'il avait entreprise le 4 février ainsi que vingt-six autres détenus ouest-allemands en RFA.

Sigurd Debus, trente-huit ans, était à la prison de Hambourg. Il a été transporté dans un hôpital du port hanséatique où l'on se refuse à communiquer les bulletins de santé le concernant. Selon certaines rumeurs, il serait même cliniquement mort et présenterait un électro-encéphalogramme plat.

Deux autres détenus ouest-allemands, Andréas Vogel, vingt-cinq ans, hospitalisé à Berlin-Ouest et Knut Folkerts, hospitalisé près de Stuttgart sont également dans un état sérieux.

Les autorités d'Allemagne fédérale craignent sans doute que l'annonce de la mort d'un gréviste de la faim ne provoque des réactions violentes, des attentats, et la résurgence d'organisations telles que la RAF (Rote armée fraction).

Les vingt-sept détenus avaient été condamnés pour terrorisme. Mais aujourd'hui leur grève de la faim a été provoquée par les conditions d'emprisonnement : isolement, surveillance constante par caméras et micros, murs calfeutrés, fenêtres impossibles à ouvrir, etc.

Les détenus réclament d'être regroupés par quinze et veulent obtenir le statut de prisonniers de guerre.

Pologne

Washington à Moscou : «Desserrez l'étreinte militaire»

LES Etats-Unis insistent pour obtenir une réduction substantielle de la présence militaire soviétique en Pologne et autour de ce pays.

Mardi, à Washington, Caspar Weinberger a déclaré qu'il était hors de question que Washington négocie avec Moscou sur les armements stratégiques tant que l'URSS n'aurait pas ramené sa présence militaire dans cette région au niveau auquel elle se trouvait l'an dernier, avant le début de la crise en Pologne.

Jusqu'ici, le Pentagone n'avait lié le gel des négociations américano-soviétiques qu'à une éventuelle intervention directe des troupes du Pacte de Varsovie en Pologne.

A Moscou, la *Literatournaia Gazeta* accuse le président Reagan d'exercer des pressions économiques sur la Pologne pour aider la « *contre-révolution* ».

Immigration

Alger s'en prend à la politique française

POUR la première fois depuis son élection, il y a cinq ans, l'Assemblée nationale algérienne a tenu, mardi, une session extraordinaire consacrée exclusivement au dossier de l'émigration algérienne en France. Cette session était prévue depuis longtemps, mais aucune indication n'a été donnée sur le déroulement de cette réunion.

Il est en tout cas certain que ce débat sans précédent illustre la préoccupation de l'Algérie sur la situation de l'émigration algérienne en France.

Il y a quelques jours, Abdelkrim Souci, président de l'Amicale des Algériens en Europe, a fait une déclaration particulièrement virulente : « *A tout ce qui a été prévu par Paris, rien ne se met en place, pour le moment. Même le principe de renouvellement automatique des titres de séjour arrivés à expiration n'est pas sytématiquement appliqué.* »

Abdelkrim Souci s'est également plaint « *des difficultés, des tracasseries, des contrôles pointilleux et tatillons qui s'exercent sur nos compatriotes dans un certain nombre de préfectures* ».

EN 24 HEURES

SOMMET NORD-SUD

Cuba n'ira pas à Mexico

Cuba ne participera pas au sommet Nord-Sud qui doit se tenir en octobre prochain au Mexique, a annoncé mardi le ministre mexicain des Affaires étrangères. Aucune raison n'a été invoquée pour expliquer cette décision.

GRANDE-BRETAGNE

Grève totale des fonctionnaires

Selon les syndicats, la quasi-totalité des 530 000 fonctionnaires britanniques ont répondu au mot d'ordre de grève nationale d'une demi-journée lancé mardi matin pour obtenir 15 % d'augmentation de salaire. Les syndicats vont maintenant continuer leur mouvement de grèves tournantes.

SUISSE

Crise du logement

La crise du logement sévit en Suisse, et le mécontentement se traduit depuis des mois par des occupations d'immeubles dans les grandes villes du pays : Zurich, Bâle, Berne, Lausanne et Genève. Il devient de plus en plus difficile de trouver des appartements bon marché, et ce sont principalement les jeunes qui expriment leur irritation croissante.

USA-URSS

Weinberger attaqué par Tass

L'agence Tass s'en est pris à nouveau mardi au secrétaire américain à la Défense, Caspar Weinberger, et l'a accusé d'avoir formulé une « *doctrine de la pression sur l'URSS* ». Selon l'agence officielle soviétique, cette doctrine consiste à exercer des représailles contre l'URSS à chaque action du Kremlin qui déplaît à l'Occident. Doctrine « *prétentieuse* » et « *absurde* », ajoute Tass.

ULSTER

Bobby Sands s'affaiblit

L'état de santé de Bobby Sands, député à la Chambre des communes et gréviste de la faim depuis quarante-cinq jours dans la prison de Maze (Long Kesh, Belfast), s'est détérioré, a annoncé mardi le secrétariat à l'Irlande du Nord. Bobby Sands a déjà perdu plus de quinze kilos.

PROCHE-ORIENT

Moscou soutient Hussein

Les *Izvestia*, organe du gouvernement soviétique, ont soutenu, mardi, le programme proposé par le roi Hussein de Jordanie pour normaliser la situation au Proche-Orient et dans la région du Golfe. Ce programme, rappelle le journal, propose notamment de faire de la région du Golfe une zone neutre, d'en confier la sécurité aux pays de la région, d'obtenir des pays du Golfe des garanties sur les livraisons de pétrole et de concentrer tous les efforts pour un règlement juste du problème palestinien.

ITALIE

Le directeur de la prison de Naples assassiné

Le directeur adjoint de la prison de Naples, assassiné en pleine rue mardi après-midi, a vraisemblablement été victime de la « Camorra » (la mafia napolitaine), estiment les enquêteurs quelques heures après le crime. Alors que le crime n'avait toujours pas été revendiqué mardi soir, les policiers chargés de l'enquête ont indiqué que les blessures mortelles infligées à Giuseppe Salvia, trois coups de pistolet dans la tempe gauche, étaient à leur avis caractéristiques des méthodes de la mafia napolitaine.

La colère des jeunes Noirs britanniques

L'émeute de Brixton est une réponse aux «Special Patrols» qui ne sont pas une solution au chômage de la négritude

QUAND on est un jeune Anglais à Brixton, on a souvent au moins trois raisons d'être en colère : parce qu'on est noir, qu'on est sans travail et qu'on est sans cesse harcelé par les Bleus, c'est-à-dire la police.

Les Noirs qui habitent ce quartier de Londres, à trois miles (5 km) du palais de Buckingham, sont, dans leur majorité, des citoyens de Sa Majesté la reine d'Angleterre. Ils n'ont pas voté pour elle. Mais ils ont voté contre la liste conservatrice de Margaret Thatcher. Ils ont en effet — même s'ils sont menacés d'en être privés — les droits que confère la nationalité britannique.

Les plus âgés de ces Noirs sont arrivés, au début des années 50, de l'île de la Jamaïque, plus rarement du Kenya ou de l'Est africain. Ils se sont entassés dans ces maisons du siècle dernier : façades victoriennes, mais un seul WC pour quatre étages. Les coupes sombres dans les crédits sociaux, après l'arrivée de Margaret Thatcher au pouvoir, ont gonflé les listes d'attentes de logement : 17 000 dans ce district de Lambeth.

Leurs enfants, les jeunes Noirs britanniques, sont nés là, ont poussé sans racines, sans souvenirs de l'Afrique ou de la mer des Caraïbes. Ils ont grandi prisonniers de leur négritude sur la rive gauche de la Tamise. Avec leur peau pour leur rappeler l'esclavage de leurs ancêtres, la musique reggae pour recréer la puissance ou l'humilité spirituelle, la marijuana pour oublier, et le chômage pour les jeter à la rue...

Mais une vieille loi les y attendait : la loi « Sus », qui permet à la police d'arrêter quiconque sous le seul motif de « *suspicion raisonnable* ». Cet acte de loi, véritable verrue sur l'Habeas corpus, date de 1824. Il visait à endiguer le vagabondage auquel étaient réduits les soldats de Wellington, victorieux de Napoléon.



Brixton après l'émeute. (Photo Beky Sutton/Sygma)

Aujourd'hui, le vagabondage a changé d'uniforme, ou de peau : c'est, à Brixton, mille huit cents jeunes chômeurs de moins de dix-huit ans qui n'ont jamais eu d'emploi.

La police aussi a modernisé son apparence : ce sont les « Special Patrols ». « *Chaque fois que les « Special Patrols Groups » sont venus à Brixton, il y a eu des ennuis. Nous avions demandé à la police de les retirer* », disait dimanche le leader du conseil de district de Lambeth, Ted Knight.

Samedi dernier, après les premiers incidents de vendredi, la présence massive de la police et des « Special Patrols » dès le matin a été ressentie comme une véritable provocation. A-t-elle été voulue ? A 16 h 45, samedi, c'est une altercation entre un policier en civil et un jeune Noir, entraînant son arrestation, qui a mis le feu aux poudres.

Incidents raciaux ? Le *Guardian* écrit que, « *dimanche matin, les Blancs du quartier déambulaient sans aucune marque de crainte* ». Il y a près de 30 % de Noirs à Brixton, et des Indiens, des Chinois, et surtout des Blancs. A l'exception d'un pub, les seuls magasins qui ont été pillés samedi appartiennent à de grandes chaînes commerciales. Personne ne parle après les émeutes d'un « *seuil de tolérance* ». En revanche, on met en cause la démonstration de force policière.

« *Dites-lui qu'il retourne en Ecosse. Il ne connaît rien à Londres* », disait dimanche un jeune de Brixton en désignant un chef de la police, David McNee.

Pierre LI

Visite d'un haut fonctionnaire de New-Delhi à Washington

Dialogue difficile entre l'Inde et les Etats-Unis

LES Etats-Unis et l'Inde, qui se considèrent comme les deux plus grandes démocraties du monde, vont tenter cette semaine, sans se faire trop d'illusion, de renouer un dialogue plus constructif.

Eric Gonsalves, secrétaire du ministère indien des Affaires étrangères, arrivé mardi soir à Washington, devait avoir mercredi et jeudi les premiers contacts directs avec le gouvernement du président Ronald Reagan dont le pilier de la politique en Asie du Sud est plutôt le Pakistan.

Le long froid dans les relations entre Washington et New Delhi s'est encore aggravé depuis deux ans à cause de la réticence que les Etats-Unis mettent, au nom de la non-prolifération nucléaire, à fournir à l'Inde l'uranium enrichi dont elle a besoin pour la poursuite de son programme nucléaire.

Le gouvernement Reagan apparaît encore, pour le moment, partagé entre la méfiance envers un pays « non aligné », mais suspect d'être influencé par Moscou, et le désir de préserver le dialogue avec une des principales puissances de l'Asie et du tiers monde.

L'accord nucléaire

Les responsables du département d'Etat se sont montrés surpris par les propos tenus avant son départ, par Gonsalves dans une interview accordée pendant le week-end aux correspondants américains à New Delhi. Le diplomate indien a clairement attribué aux Etats-Unis la responsabilité des mauvaises relations existant entre les deux pays. Il a dénoncé les dangers de la nouvelle politique américaine qui aboutit, selon lui, à accroître les tensions et à provoquer une course aux armements dans l'océan Indien.

Un diplomate indien, à Washington, a ajouté que la priorité clairement donnée par le nouveau gouvernement américain au renforcement de la position militaire des Etats-Unis, face à l'Union soviétique, ne pouvait que retarder la recherche de solutions politiques aux problèmes de la région, qu'il s'agisse de l'Afghanistan ou du conflit israélo-arabe.

L'application que le gouvernement Reagan fera de l'accord nucléaire sera le premier test concret de ses intentions envers le gouvernement d'Indira Gandhi. Cet accord, conclu en 1964, prévoit la fourniture à l'Inde par les Etats-Unis de trente-huit tonnes d'uranium enrichi par an jusqu'en 1990.

Rupture de contrat

Aux termes d'un compromis conclu, l'an dernier, entre le président Jimmy Carter et le Congrès, les Etats-Unis n'ont fourni, en 1980, que la moitié des trente-huit tonnes d'uranium attendues par l'Inde, sous prétexte que le gouvernement Gandhi refuse d'ouvrir toutes ses installations nucléaires à l'inspection internationale.

New Delhi, qui fait valoir que l'accord de 1964 ne prévoit que l'inspection de la seule usine de Tarapur, à laquelle est destiné l'uranium américain, estime que les Etats-Unis sont en rupture de contrat depuis un an et demi.

La victoire de Lévesque : un échec pour Trudeau

Le maintien au pouvoir du Parti québécois avec une majorité accrue constitue une victoire personnelle de son chef historique, René Lévesque. Par la même occasion, il constitue un cuisant échec pour le gouvernement fédéral de Trudeau, qui ne cachait pas ses sympathies pour le Parti libéral.

CE n'est pas une surprise : le chef du gouvernement fédéral, Pierre Elliot Trudeau, a minimisé la victoire de son vieil ennemi René Lévesque. Celle-ci n'a « *pas d'impact national* », a-t-il déclaré. D'autres ministres libéraux ont été plus directs : le ministre du Trésor a ainsi affirmé que « *rien ne pouvait être pire pour le Québec* ».

En revanche, les partis fédéraux d'opposition se sont félicités du succès de Lévesque. Le conservateur Joe Clark, par exemple, a exprimé l'espoir que ce résultat amène Trudeau à réviser sa politique constitutionnelle.

Pour le moment, René Lévesque savoure sa victoire, remportée finalement de justesse. 49 % contre 46 % au Parti libéral : on est loin du raz de marée ! Le Parti québécois a bien obtenu 80 sièges contre 42 à son adversaire, mais cette différence est due au mode de scrutin uninominal à un tour, qui amplifie les résultats.

En tout cas, le Parti québécois revient de loin, le « oui » au référendum de mai 1980 sur l'indépendance n'avait recueilli que 40,5 % des voix. Il a donc gagné 8,5 points en onze mois. C'est d'ailleurs une constante de l'électorat québécois que d'évoluer très rapidement ; c'est ainsi que l'Union nationale, au pouvoir de 1966 à 1970, n'a plus aujourd'hui aucun député. Le Parti québécois, qui détient le pouvoir depuis novembre 1976, n'a vu le jour qu'en 1968. En France, un transfert de voix de 3 % entre deux élections constitue un événement. Au Québec, les variations atteignent aisément 10 à 15 %. C'est qu'il s'agit d'un électorat jeune dans un pays neuf ; les traditions n'ont pas encore eu le temps de se former.

Astérix le Québécois

Les partisans du « non » à l'indépendance qui ont voté Lévesque, lundi dernier, ont sans doute été rassurés par sa promesse : il n'y aura pas de référendum sur l'indépendance pendant le prochain mandat. Le Parti québécois, échaudé par l'échec de l'an dernier, a mis ce projet sous le boisseau. Il demeure cependant vigilant quant au maintien de ses prérogatives face au gouvernement d'Ottawa. Le projet de Trudeau de renforcer le gouvernement fédéral inquiète au plus haut point les dirigeants provinciaux du Canada, aussi bien anglophones que francophones. « Astérix le Québécois » — c'est ainsi que ses compatriotes surnomment Lévesque — continuera obstinément de lutter contre l'emprise d'Ottawa.

Le Parti québécois l'a emporté grâce à sa popularité, mais aussi à son image de réformiste et de bon gestionnaire. Depuis 1976, la croissance économique s'est élevée à 14,5 %, soit près du double de celle enregistrée dans la province voisine de l'Ontario.

Mais Lévesque, qui avait précédemment été surnommé « René le rouge », a agi afin que le peuple profite des nouvelles richesses. C'est ainsi qu'il a nationalisé plusieurs entreprises et pesé de tout son poids en faveur du dialogue entre le patronat et les salariés. Il ne récuse d'ailleurs pas l'étiquette de social-démocrate.

Résistance à la prépondérance du grand capital et résistance au pouvoir fédéral : tel est le programme de Lévesque.

Alain GARABIOL

Un territoire trois fois grand comme la France

D'une superficie de 1,5 million de kilomètres carrés, soit trois fois celle de la France, le Québec comprend six millions d'habitants : 80 % de francophones et 20 % d'anglophones. Au sein des dix provinces du Canada, indépendant depuis 1931, la « Belle province » constitue une véritable entité culturelle et ethnique. Longtemps sous la coupe d'un clergé ultra-conservateur, le peuple québécois est entré de plain-pied dans le XXe siècle ; en 1960, le chef du Parti libéral, René Lesage, avait lancé le slogan : « Révolution tranquille ». *Depuis, les Québécois se sont radicalisés.*

Le Québec possède d'importantes ressources naturelles, dont l'inventaire est loin d'être achevé (fer, zinc, cuivre, or, plomb, amiante) et un énorme potentiel hydro-électrique.

Le rat, sa vie, son œuvre

Comme chaque année à la même époque, la chasse aux rats est ouverte à Paris. Mais les rongeurs sont rusés : les pièges tendus par l'homme ? Voilà huit siècles qu'ils ont appris à les déjouer...

EMPLOYÉ au service de lutte contre les rongeurs, qui dépend de la préfecture de police, Robert Bourdelier connaît les rats comme sa poche. Ceux qu'il me montre enfermés dans des nasses ont le pelage roux, sépia plutôt que gris, une queue gigantesque, « *sans laquelle ils ressembleraient à des cochons d'Inde* ». A regarder ces



animaux de près, on comprend mal la frayeur qu'ils peuvent susciter. Ils se nourrissent de nos déchets, sans eux nos égouts seraient peut-être engorgés. Pourquoi donc chercher à les exterminer ? Pour freiner leur reproduction. Qui s'avère prolifique : « *Une femelle est pubère à trois mois,* explique Robert Bourdelier, *et a jusqu'à sept portées annuelles de cinq à dix petits. Faites le compte : en un an, un couple peut avoir jusqu'à mille descendants...* »

Les rats en chaîne

En dépit des moyens de destruction, les rats vivent trois à quatre ans ; on imagine les dégâts causés par ces voraces qui engloutissent quotidiennement le tiers de leur poids. Ils trouvent leur nourriture dans les égouts, riches en détritus, dans les poubelles, dans tous les endroits où l'on entrepose des aliments. Et Dieu sait que pour s'emparer d'un produit convoité ils savent faire preuve d'ingéniosité. Pour transporter un œuf, l'un se met sur le dos et l'enserre entre ses pattes, tandis que ses congénères le traînent par la queue jusqu'au terrier. L'exploit surprit suffisamment La Fontaine pour qu'il jugeât bon d'écrire une fable.

Les rats peuvent faire la chaîne pour se hisser jusqu'à une étagère, sont capables de percer le bouchon d'une bouteille d'huile avec leurs dents et d'y plonger la queue pour boire. Ils savent nager, traverser des bras de mer, grimper jusqu'au septième étage des immeubles par les canalisations, sortir par les cuvettes des w-c. Ils ne craignent rien, sauf les rats



d'une tribu adverse. C'est le seul animal à mourir de peur quand il pénètre en territoire ennemi : pressent-il qu'il sera immédiatement dévoré ?

Un grand voyageur

Le rat gris, parisien, est le *rattus norvegicus*. Omnivore, il pèse jusqu'à 500 grammes. Venu d'Asie au XVIIIe siècle, via la Russie, la Pologne et la Scandinavie, le *rattus norvegicus* a détrôné le rat noir qui avait envahi l'Europe au XIIe siècle, à l'époque des Croisades. Le *rattus rattus*, qui dut émigrer à la campagne, était le grand responsable des épidémies de peste, transmises par ses puces, mais nul alors ne fit le rapprochement : le bacille pesteux ne fut isolé qu'en 1894.



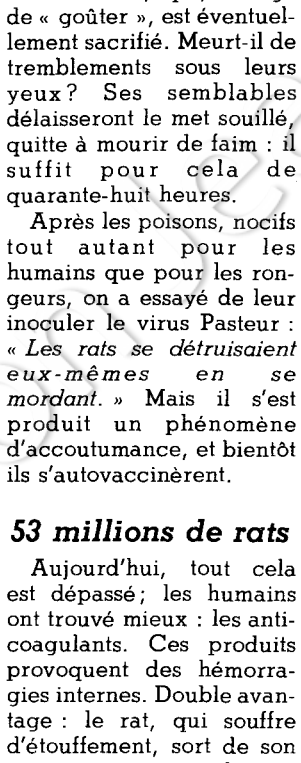
Le dernier cas de peste en France, on l'ignore souvent, remonte à 1922. « *Le laboratoire de la préfecture de police a été fondé à cette époque à la suite d'une épidémie... à Saint-Ouen. Depuis, nous procédons régulièrement à des prélèvements. Les animaux piégés dans des nasses sont examinés pour voir s'ils ne sont pas porteurs d'autres maladies, telles la spirochetose tranmise par l'urine — qui provoque un ictère chez les égoutiers notamment — ou la rage.* »

Persécuté, le rat l'est, assurément. Après avoir tenté de le piéger, de le faire tuer par les chats — introduits eux aussi au XIIe siècle —, on a essayé de l'empoisonner, à l'aide de pâtes phosphorées. Mais les rats ne sont pas dupes, ils envoient souvent un éclaireur, qui, chargé de « goûter », est éventuellement sacrifié. Meurt-il de tremblements sous leurs yeux ? Ses semblables délaisseront le met souillé, quitte à mourir de faim : il suffit pour cela de quarante-huit heures.

Après les poisons, nocifs tout autant pour les humains que pour les rongeurs, on a essayé de leur inoculer le virus Pasteur : « *Les rats se détruisaient eux-mêmes en se mordant.* » Mais il s'est produit un phénomène d'accoutumance, et bientôt ils s'autovaccinèrent.

53 millions de rats

Aujourd'hui, tout cela est dépassé ; les humains ont trouvé mieux : les anticoagulants. Ces produits provoquent des hémorragies internes. Double avantage : le rat, qui souffre d'étouffement, sort de son terrier et meurt seul, sans donner l'alerte aux membres de sa tribu. Malgré cela, ils pullulent. On estime, mais aucune statistique ne peut le prouver, qu'il en existe un par habitant. 53 millions de rats en France ? Cela finit par faire beaucoup.





Objet de culte ou de répulsion, ce rusé rongeur est en proie à une chasse sans pitié

Quand les Halles ont déménagé, en 1969, les dératiseurs ont été sur la brèche : la maison Amboile-Chimie, qui fabrique 1 000 tonnes de raticide par an, a quadrillé



le quartier : il fallait éviter que des hordes affamées ne sortent des caves et des égouts. On s'est empressé



d'y veiller, de grillager les soupiraux, de colmater les trous. Les amateurs d'anecdotes seront déçus mais il est faux de prétendre que les rats se sont embarqués pour Rungis ; il y a suffisamment de marchés à Paris pour qu'ils subsistent. D'où l'obligation faite aux propriétaires, gérants et locataires, placardée sur les murs de la capitale, d'« *intensifier les mesures de dératisation dans tous les immeubles* ». Einstein n'a-t-il pas écrit : « *Si le rat pesait 50 kilos, il serait le maître du monde* » ?

Carine LENFANT

Des rongeurs à l'Académie

FONDATEUR de l'Académie du rat, auteur de l'ouvrage Nos frères les rats **, Michel Dansel s'est beaucoup intéressé à la symbolique de cet animal, si richement représenté à travers la littérature, le dessin, la numismatique et l'héraldique.*

« Dans la mythologie, *explique-t-il,* le rat est le symbole du paganisme : lorsque les dieux pourchassés par les géants se sont réfugiés en Egypte, ils se sont transformés en animaux, et le dieu Pan en rat. Au début de la chrétienté, chaque fois qu'on a voulu représenter ce qui s'opposait à l'Eglise, on l'a symbolisé par le rat : d'où la présence de rats dévorant la colonne de l'arbre de vie sur le portail de la cathédrale de Vézelay. Par extension, le rat symbolise les autres, ceux qui viennent, ou sont censés venir, grignoter votre pain.

» L'Allemagne de Hitler ne s'est pas privée de tracer le parallèle entre les rats et les juifs. En 1968, les fascistes ont été à leur tour caricaturés en rats : allusion à la peste brune. Lorsque l'homme de la rue dit en parlant d'un Arabe que « *c'est un raton* », il ignore probablement que ces propos racistes sont inscrits dans son code des traditions. »

Michel Dansel est persuadé que, si ce rongeur était totalement exterminé, « cela causerait des désordres économiques faramineux... Outre les dératiseurs patentés, les fabricants de produits raticides, il y a aussi les fourreurs qui s'enrichissent sur le dos de ces rongeurs en prétendant vendre de la loutre de la baie d'Hudson alors qu'il s'agit de rat musqué ».

Rat musqué que l'on mange, paraît-il, en Amérique du Nord. En France, les restaurateurs ont bien servi à leurs clients, pendant la guerre de 1870, du rat gris, en inscrivant au menu « rat goût de mouton ».

• Nos frères les rats, *de Michel Dansel (Fayard).*

On consultera non sans profit : Comme des rats, *de Patrick Rambaud (Grasset).*

Trop, c'est assez!

NON. Ça ne peut pas marcher. Une page entière sur les rats dans un journal d'opinion et qui n'a même pas deux mois d'existence ! En plus, j'en suis certain, ils ont de quoi le remplir, leur quotidien, avec tous les communiqués, toutes les motions, les propositions et les contre-propositions qu'on doit leur envoyer...

Et les premières fraises sur le marché de Périgueux, elles ne méritaient peut-être pas qu'on en parle dans Combat socialiste *? La* Pravda, *elle, en aurait causé, des fraises ou des pommes de terre phénomènes de Georgie.*

Déjà les bébés phoques, j'avais pas tellement aimé la tribune libre qu'ils avaient jugé bon de leur donner. En France, les phoques c'est une cause bidon, une affaire à la Brigitte Bardot. On sait bien pour qui elle vote celle-là...

Le massacre annuel des rats, c'est une question d'hygiène. Or l'hygiène, on pratique, c'est pas la peine en plus d'en parler. Puis elles sont dégoûtantes ces bêtes-là, terriblement intelligentes aussi ; elles sont tellement « à part » qu'elles font peur. C'est simple, pour s'en débarrasser, il faudrait une bonne guerre, une solution finale, quoi !

Puis je pose la question, moi : combien Chirac il leur a donné, à Combat socialiste, *pour sortir un quotidien qui parle des rats parisiens (dont on devine que bien peu sont de gauche, hélas) par pleines pages ? J'attends la réponse, de pied ferme.*

J. W.



France, fout

La pollution reste un mal profond de notre époque...

Au large des côtes sud-africaines, un super-pétrolier dérive. Malmené par une vague géante, il répand à grands flots les 205 000 tonnes de son chargement. Il traîne derrière lui une nappe de pétrole brut longue de quelque 150 kilomètres. Il suffirait alors que les vents s'orientent vers la côte pour qu'une formidable pollution s'abatte sur cette région.

Pas un seul jour, sans que la planète Terre, et toutes les formes de vie qu'elle abrite, ne subisse de nouvelle et grave atteinte. Les marées noires, les imposants déchets radioactifs, les fleuves pollués par les « renvois » industriels, l'eau que l'on boit quotidiennement, qui n'a plus seulement ce goût « familier » de Javel, mais qui atteint le seuil limite de la toxicité, la végétation, les animaux et enfin les hommes, rien n'est épargné, même si, heureusement, tout ne meurt pas.

Comment tirer la sonnette d'alarme sans faire preuve d'esprit rétrograde ? Evoquer la pollution sans remettre en cause le « progrès » n'est pas chose facile. Toutefois, *Combat socialiste* ouvre ce délicat dossier, en tentant de concilier le droit au progrès et le respect du cadre de vie.

Et vous allez boire ça?

L'eau du robinet va-t-elle rester potable?

CE n'est pas un poisson d'avril, l'eau du robinet n'est plus ce qu'elle était. Elle devient même impropre à la consommation.

Déjà l'air pollué, le pain blanc appauvri, les viandes aux hormones, les poissons parfumés au pétrole, les légumes sans saveur étaient notre plat quotidien. Il restait l'eau du robinet, avec parfois un petit goût d'eau de javel, mais encore potable, nous semblait-il.

Eh bien, non ! Il nous faut boire le calice jusqu'à la lie. Avec les multiples pollutions engendrées par notre mode de vie, le problème de l'eau potable devient essentiel et notre survie en dépend.

Depuis 1964, on a instauré en France une politique de l'eau : création de six agences de bassin et d'un Inventaire national de la qualité des eaux qui consiste en des analyses très poussées tous les cinq ans (le dernier, de 1976, vient seulement d'être publié) : examens biologiques (bactéries, virus, germes), sur la dureté de l'eau (teneur en calcium et magnésium), sur les matières organiques et substances chimiques dues aux rejets urbains, agricoles et industriels (détergents, médicaments, pesticides, hydrocarbures...). Mais ces mesures constatent les progrès du mal sans y remédier. Aujourd'hui, beaucoup de ces substances atteignent et même dépassent le seuil au-delà duquel elles deviennent toxiques et dangereuses pour l'être humain. C'est le cas des nitrates, dont on constate le net accroissement dans l'eau prélevée en zones agricoles de cultures intensives, où l'utilisation massive des engrais azotés qui se transforment actuelles ne réussissent pas à éliminer les nitrates qui restent présents dans l'eau potable.

D'une part, ils sont solubles et, par infiltration dans le sol, ils atteignent la nappe phréatique où sont captées les eaux de source



« l'eau potable risque de devenir complètement polluée »

en nitrates est à incriminer. 44 milligrammes par litre est la teneur maximale admise en France. Cette norme est dépassée dans certains départements, mais les résultats des analyses sont souvent passés sous silence, et les populations concernées sont, comme il est d'usage en France, les dernières averties.

On compte plus d'une trentaine de départements (surtout du Nord-Ouest) qui risquent d'être menacés par une teneur trop élevée en nitrates. Maintenant, il est question de s'aligner sur la norme de la CEE, qui est de 50 mg/l. Façon hypocrite d'élever la « barre » pour ne pas inquiéter les gens, et de retarder la solution du problème.

La difficulté est qu'après un long processus d'épuration des eaux, les méthodes qui, mélangées aux eaux de rivières, sont traitées en usine.

D'autre part, ils épuisent l'oxygène contenu dans l'eau et empêchent ainsi son « autoépuration », comme le précise un rapport du Groupe P.-E. Victor (*S.EAU.S.*), publié en octobre 1975.

Actuellement, même les médecins dénoncent la nocivité de cette pollution sur notre santé : chez les adultes, les nitrates se transforment en nitrites et préparent un terrain favorable au cancer de l'intestin ; chez les nourrissons, c'est encore plus grave car ils provoquent, par « cyanose », une maladie qui empêche l'oxygénation du sang.

Déjà, beaucoup de cas ont été observés chez de jeunes animaux d'élevage (poulets, porcs...).

L'alerte a été chaude pour des communes du Finistère en juin 1980 (Saint-Pol-de-Léon, Roscoff, Carantec...), où l'eau trop chargée en nitrates (200 mg/l) a été interdite à la consommation. Bien sûr, elle correspondait aux zones de cultures maraîchères intensives ! La situation est plus grave en Bretagne, là où s'ajoute à cette pollution, celle produite par l'élevage industriel des porcs.

En Beauce, vaste région céréalière de monoculture intensive et qui est une des plus grandes réserves d'eaux souterraines, on note des teneurs excessives dans cinquante-huit localités du Loiret, comme Bouzonville, Treilles-en-Gâtinais... Aussi dans les zones agricoles de Saint-Quentin-en-Yvelines et de Bois-d'Arcy ; en Lorraine (région de Nancy) ; en Alsace (Sélestat), et surtout dans l'Aisne... Bref, la liste des régions plus ou moins menacées serait trop longue à énumérer.

On étudie en ce moment des bactéries « mangeuses » de nitrates, mais le coût de ce traitement sera supporté par les contribuables, comme d'habitude.

Il ne faut pas oublier non plus qu'il existe d'autres produits également toxiques dans les eaux (rapport du Groupe P.-E. Victor).

Faudra-t-il attendre un grave accident comme celui provoqué par le mercure à Minamata pour intervenir ?

Va-t-on agir enfin sur les causes et non sur les effets ?

Suzanne VANDEUR

Rhin, fleuve en péril

Au Parlement européen, les élus socialistes réclament des mesures d'urgence pour sauver le fleuve

LORS de la dernière session du Parlement européen, Jean Oehler, élu socialiste d'Alsace, a, au nom du groupe socialiste, déposé une proposition de résolution (avec demande de discussion d'urgence) sur la Coopération européenne en matière de dépollution du Rhin.

La demande d'urgence était motivée notamment par la gravité de la pollution du Rhin, et par les inquiétudes et les craintes des populations riveraines, et notamment des travailleurs des mines de potasse d'Alsace.

Les socialistes voulaient, en effet, savoir les raisons qui ont amené les ministres de l'Environnement réunis à La Haye de rejeter le projet d'une saline internationale en Alsace, et connaître la situation du marché du sel en Europe. Le groupe libéral, par la voix de M. Galand (UDF), et le groupe du PPE par la voix de Mme Maij-Weegen, ont refusé cette urgence, et donc le débat, sous prétexte qu'il s'agissait là d'une opération électorale des socialistes français.

Du côté socialiste, on se demande si les libéraux et les démocrates chrétiens n'entendent pas plutôt défendre les intérêts d'un cartel du sel formé par un petit groupe d'industriels qui se seraient ainsi réparti le marché et fausseraient les règles de formation de prix.

La Commission de Bruxelles elle-même a reconnu que diverses informations paraissaient suffisamment précises et cohérentes pour rendre nécessaire l'ouverture d'une enquête.

On suppose également que le Conseil des ministres de l'Environnement a subi des pressions pour refuser la création en Alsace de cette saline qui n'aurait une capacité que d'un million de tonnes de sel résiduel — ce qui rend improbable la création d'excédents dans un marché en progression. Alors que le Parlement européen s'est exprimé à plusieurs reprises en faveur de la dépollution du Rhin, rien n'a encore été fait par le Conseil des ministres et la Commission. Encore un cas flagrant d'absence de volonté politique de défendre les intérêts des régions et des citoyens de l'Europe.

DOSSIER

ton environnement le camp!



Que faire des déchets?

Comment Roanne règle le problème des fûts radioactifs

AVEC ses cinquante-six mille habitants, ses industries textiles et son solide environnement agricole, Roanne, dans la Loire, avait tout pour vivre et se développer tranquillement. Il a fallu qu'en haut lieu on décide d'y implanter le barrage de Villerest, qui ne fait vraiment pas l'unanimité, et aujourd'hui d'y ouvrir la mine de Saint-Priest-la Prugne aux déchets radioactifs.

Jean Auroux, maire de Roanne, est très actif dans le front rapidement créé contre cette future « poubelle nucléaire », qui devrait bientôt soulager La Hague.

Répondant à nos questions, il nous a montré en souriant un fût symbolique de déchets radioactifs déposé la semaine précédente place de l'Hôtel-de-Ville.



« 500 camions de gants irradiés, ça fait beaucoup, non ? »

— **Comment une petite ville comme Roanne est-elle en passe de devenir une véritable poubelle nucléaire?**

J. A. — Au départ, il y avait une mine d'uranium, ouverte en 1956, qui a posé, depuis, d'énormes problèmes de pollution des eaux. Les analyses sont restées secrètes, et, quand on l'interroge, le directeur se contente de répondre finement : « *Des fois, c'était pire que ça!* » Le gisement s'épuise et la mine sera fermée cette année.

Malheureusement, dès 1979, nous avons appris qu'on préférait stocker là des déchets nucléaires... La décision a été prise sans consulter les élus locaux, bien sûr ! On nous a d'abord parlé de « produits bénins », de déchets médicaux, de gants irradiés... Mais, quand on a su qu'il y aurait plus de 500 camions par an, on a eu la puce à l'oreille. 500 camions de gants, ça faisait beaucoup, non?

— **Quels sont les risques qu'une telle décision fait encourir à l'ensemble de la population de la région?**

J. A. — Le lieu est en pleine montagne, les routes y sont verglacées trois mois par an, et toujours dangereuses. Et on va y faire passer 500 camions chaque année! Et, surtout, ce dépôt se situerait au centre même d'un château d'eau qui alimente plus de 140 communes. Vichy peut être touché!

— **Quel est le résultat de toutes vos démarches?**

J. A. — Nous avons joué le jeu de la démocratie. Nous ne voulons pas d'un nouveau Plogoff, car les gens peuvent être plus facilement manipulés quand il y a de l'électricité dans l'air. Nous nous sommes toujours battus sur le terrain scientifique, aussi, si bien qu'en novembre même Simone Weil a été obligée de reconnaître, dans une lettre, qu'on s'était moqué de nous!

Aujourd'hui, le décret n'est toujours pas signé, et on n'a plus de nouvelles... Le compte rendu d'enquête ne donne nulle part d'avis favorable, mais le commissaire-enquêteur a reconnu en public que de toute façon il ne connaissait rien à la question! Ça promet pour l'avenir!

Propos recueillis par Bernard BLANC

Ardeurs dans les Ardennes

La centrale nucléaire de Chooz provoque l'émotion chez les riverains

CHOOZ dans les Ardennes connaît depuis le 1er avril une effervescence inhabituelle. Les raisons en sont l'ouverture d'une enquête parcellaire concernant les territoires communaux et l'imminence de la déclaration d'utilité publique autorisant la construction des quatre tranches de 1 300 mégawatts programmés pour 1986. Les projecteurs à peine éteints du côté de la pointe du Raz ne risquent-ils pas de se rallumer à la frontière belge ?

Les enquêtes publiques semblent se dérouler suivant un scénario bien connu : mairie protégée par les forces de l'ordre, boycottage des dossiers, parodie de consultation et incidents quotidiens. A Chooz, ce n'est pas l'exception qui confirme la règle ; les habitants s'opposent, parfois de manière violente, au déroulement de l'enquête parcellaire. Cette soudaine montée de fièvre n'est pas le fait du hasard. Après l'avis favorable des commissaires-enquêteurs suite à l'enquête d'utilité publique qui s'était déroulée du 6 mai au 17 juin dernier, non sans incidents, tout le monde s'attend à la signature prochaine de la déclaration d'utilité publique par M. Barre. Les services d'EDF continuent leurs explorations en direction des propriétaires touchés par le choix du site. Puis, et peut-être surtout, c'est une déclaration à FR3- la semaine dernière qui a mis le feu aux poudres : la déclaration d'utilité publique allait tomber au Journal Officiel dans les jours qui venaient car le gouvernement désire accélérer son programme nucléaire.



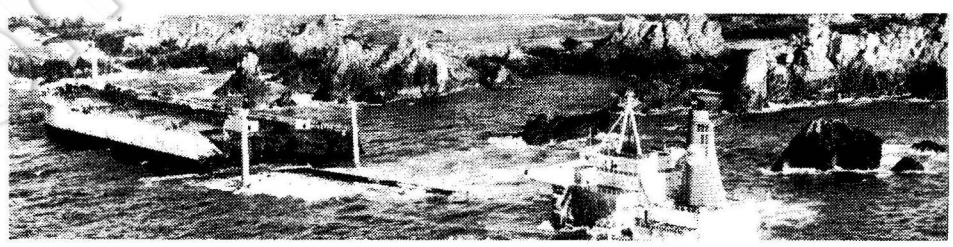
« Le flicage des mairies... un scénario bien connu »

Voilà : tous les jours, à 18 heures, le départ des gardes mobiles est accompagné par des jets de projectiles divers.

Denis DANGAIX

La mer toujours repolluée

80% des accidents maritimes résultent d'une erreur humaine



UNE constatation sans doute peu connue du grand public : 80 % des accidents maritimes résultent encore de l'erreur humaine. Les Etats-Unis donnent l'exemple d'un pays qui, par des mesures appropriées, a réussi à faire diminuer le nombre d'accidents de navires près de ses côtes et donc à réduire la pollution. Tout d'abord à l'aide d'une flotte de garde-côtes disposant de moyens techniques et financiers lui permettant d'appliquer et de faire respecter de façon draconienne les mesures fixées par une politique maritime clairement définie.

Il serait faux de croire qu'en France rien n'a été fait dans ce domaine. Ce sont les accidents survenus ces dernières années qui ont obligé, avec retard certes, le gouvernement à prendre des dispositions. Celles-ci sont encore insuffisantes et ne pourront être vraiment efficaces que lorsque l'ensemble des pays dont les navires circulent au large des côtes françaises les appliqueront également. Elles concernent :

— La circulation dans la Manche : séparation des trafics, mise en place de trois centres de surveillance à Jobourg (Cotentin), cap Gris-Nez (Pas-de-Calais) et Ouessant (Bretagne), rail d'Ouessant éloigné à 24 milles de la côte, signalement des navires par radio téléphonie.

— Au sujet des pollutions marines par les hydrocarbures, la France a décidé de ratifier la convention Marpol (neuf pays signataires actuellement). Celle-ci prévoit des dispositifs pour l'équipement des pétroliers et fixe les conditions de lavage des cuves et de dégazage.

Tant que l'ensemble des ports européens ne disposeront pas de stations de dégazage, tant que les taux des amendes ne seront pas suffisamment élevés, tant que les pétroliers de plus de quinze ans n'auront pas été envoyés à la casse, tant que les Etats riverains ne disposeront pas d'un cadre juridique et d'une force de contrôle pour intervenir, tant qu'un fichier européen n'existera pas avec l'état précis de tous les navires, tout n'aura pas été fait pour lutter contre la pollution pétrolière.

Enfin, s'agissant des équipages, il est important que tous les pays ratifient la convention 147 de l'Organisation internationale du travail (OIT) car elle donne la possibilité de contrôler la qualification des hommes à bord des navires. Si les équipages français ont déjà un haut niveau de qualification, ce n'est pas le cas de bien des équipages des navires circulant à proximité des côtes françaises. La lutte contre la pollution est aussi à ce prix.



« Tout n'a pas été fait pour éviter les grands accidents pétroliers. »

De l'or noir et pas de sous

TROIS ans après la catastrophe provoquée par l'échouage, le 15 mars 1978, au large des côtes bretonnes, du pétrolier Amoco-Cadix, les soixante-seize communes touchées par la « marée noire du siècle » n'ont toujours pas été indemnisées. De surcroît, elles ont largement emprunté — dix millions de francs — auprès des organismes bancaires et de la caisse de dépôt, pour défendre leurs intérêts.

Il faut dire que l'affaire est extrêmement complexe. l'Amoco-Cadix, qui naviguait sous le pavillon libérien, appartenait à une société fixée aux Bermudes, filiale d'un important groupe américain. De plus, l'équipage était italien, la cargaison, néerlandaise et le remorqueur, allemand. Et le tout se passa devant les côtes françaises. Dans ces conditions, le tribunal de Chicago n'a toujours pas déterminé les diverses responsabilités. Enfin, la société Amoco a mis en œuvre ses énormes moyens financiers pour retarder au maximum la procédure.

Le procès en reponsabilité aura peut-être lieu au début de l'année prochaine. Quant au procès en dommages, il faudra encore attendre... Le temps se fait long pour la population bretonne. Ainsi, après la tristesse, risque de s'ajouter l'amertume.

A propos d'une indignité

LE président du Comité national olympique et sportif français a profité d'un déjeuner avec son ministre et de sa signature au comité de soutien du candidat sortant pour manifester sa volonté d'indépendance du mouvement sportif. Incohérence et malhonnêteté. Qu'il soit giscardien, c'est un droit qu'aucun démocrate ne peut lui contester. Mais qu'il engage sur le titre qui suit son nom des millions de sportifs de notre pays est une malhonnêteté indigne.

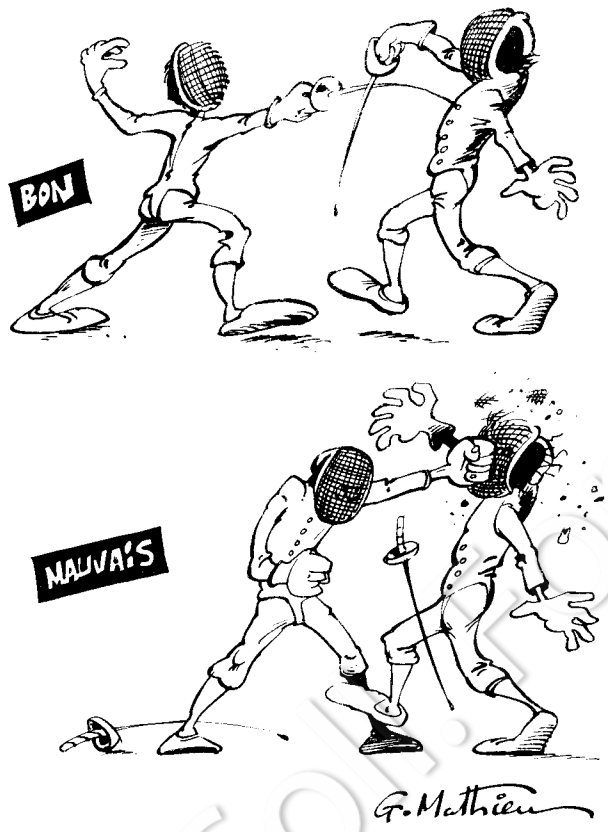
Les dirigeants sportifs qui soutiennent à titre personnel François Mitterand n'apparaîtront pas dans son comité de soutien. C'est une question de principe, car ils ne peuvent engager leurs fédérations, dont ils n'ont reçu aucun mandat politique.

En outre, le président du CNOSF use des procédés éculés de la droite pour présenter la politique sportive du Parti socialiste comme l'expression d'une volonté d'étatisation et de collectivisme. C'est mensonger, maladroit et imprudent. De quel droit nous parle-t-on d'indépendance quand on ne voit que soumission et qu'on applaudit des deux mains le désengagement, désormais officiel, de l'État dans le domaine du sport et de l'éducation physique ?

Ce n'est pas cette indépendance là que nous voulons pour le mouvement sportif. Il est vrai que le CNOSF ne représente plus ni le sport scolaire, ni le sport universitaire, ni trois des plus grandes fédérations unisport.

Jean GLAVANY

L'ESCRIME SANS PEINE EN DEUX LEÇONS



La campagne socialiste a besoin de vous

Une campagne électorale coûte cher : affiches, meetings, tracts, brochures et autres moyens matériels de diffuser nos thèmes.

Les dépenses, vous pouvez nous aider à les assumer, et contribuer ainsi à la victoire.

Votre contribution, même modeste, est un acte de solidarité.

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Je soutiens financièrement la campagne du Parti socialiste
Je verse : ..... F

Chèque au nom de « Pierre Joxe - campagne présidentielle du Parti socialiste », 10 rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07.

L'Ovalie commence en Normandie

A Rouen, on pratique le rugby depuis plus de soixante-dix ans

CONTRAIREMENT à une idée reçue, le rugby n'est pas un produit occitan. Né en Angleterre, il est arrivé en France par la Normandie, et quoi de plus logique que d'aller lui rendre visite sur les bords de la Seine, plus précisément au Racing Rugby Club de Rouen.

En cette chaude journée de printemps, le soleil chauffe la belle pelouse du stade Jean-Mermoz, pendant que des ouvriers municipaux préparent la piste en cendrée pour la saison d'athlétisme qui commence.

Le rugby depuis soixante-dix ans

Je suis accueilli au clubhouse du stade par José Madillac, président du RRCR, et par Pierre Weber, secrétaire général. Au-dessus de la vitrine où les coupes retracent l'histoire et les joies du club, une photo rappelle un moment de grande tristesse. C'est celle de Jean-François Phliponeau, international à Montferrand, qui débuta à Rouen et qui fut frappé par la foudre en plein match il y a quelques années. Ici, on ne l'oublie pas.

Rouen connaît le rugby depuis plus de soixante-dix ans. Après la Première Guerre mondiale, l'équipe qui jouait alors en Excellence, connut son premier international en 1924 avec Clément Dupont qui venait de Bordeaux. Elle fusionnait quelque temps après avec le Beauvoisine Football Club. En 1945, le rugby repartait sous l'impulsion du président Puechagut. Le club franchissait peu à peu les échelons et put enfin rejoindre sa rivale de toujours, les Touristes Elbeuviens.

« C'était l'époque héroïque où l'on jouait sur un terrain en pente. Nous prenions toujours le côté qui montait en première période. Le chauffeur du car faisait souvent le quinzième joueur », me raconte José Madillac. Arrivé à Rouen en 1943, il est président du club depuis vingt-deux ans, avec une brève interruption d'un an. Cet ancien inspecteur à la Jeunesse et aux Sports a voué une partie de sa vie au rugby rouennais.

Grâce à de gros efforts de propagande, aux jumelages avec Norwich (Angleterre) et Hanovre (RFA), à la venue de plusieurs enseignants d'éducation physique originaires du Sud-Ouest et à l'action particulière de l'un d'eux, Jacques Eyssartier, le club a régulièrement progressé. Mais, aujourd'hui, le président Madillac constate que son club stagne. Cette saison, il a terminé huitième de son groupe et a évité de justesse la descente en troisième division. José Madillac constate : *« Le sport a pris une orientation que je réprouve. Nous subissons les conséquences du développement effréné de l'argent dans le sport. Les sportifs finissent par être déformés. »*

Le rugby à l'école

Le budget annuel du club n'excède pas vingt millions de centimes, les cent quarante millions avoués de Béziers paraissent très loin. *« Nous demandons aux joueurs de payer leur cotisation et leur culotte. Nous fournissons le maillot et les bas aux couleurs du club »*, poursuit le président. *« J'aimerais mêler les familles des joueurs à la vie du club, comme cela se fait à Norwich. »*

José Madillac espère donner un nouveau souffle au club. *« Il faudrait que les enseignants développent le rugby dans les établissements scolaires. C'est la condition essentielle pour repartir, il nous faut former des enfants, et cela passe par l'école. »*

Membre de la commission de propagande de la fédération avec André Moga, José Madillac met en garde : *« Attention, on dit souvent que le rugby se joue au-dessous de la Loire, on dira peut-être bientôt au-dessous de la Garonne. La fédération doit obtenir ce qui se passe au pays de Galles où des extraits de tous les matchs importants sont retransmis à la télévision. »*

Pour relancer le rugby à Rouen, il propose que soit reconduite l'expérience tentée il y a quelques années : des matchs de phase finale joués en terre de mission, *« car le public potentiel existe »*, souligne Pierre Weber.

José Madillac demeure optimiste. *« On repartira la saison prochaine sur les chapeaux de roue. »* Ce passsionné qui cherche un successeur espère réaliser son rêve un jour, la montée en première division.

Félix CHIOCCA

• *Samedi à 15 heures, le RRCR recevra l'équipe galloise de Tring.*

Les jeunes cadres sont fatigants

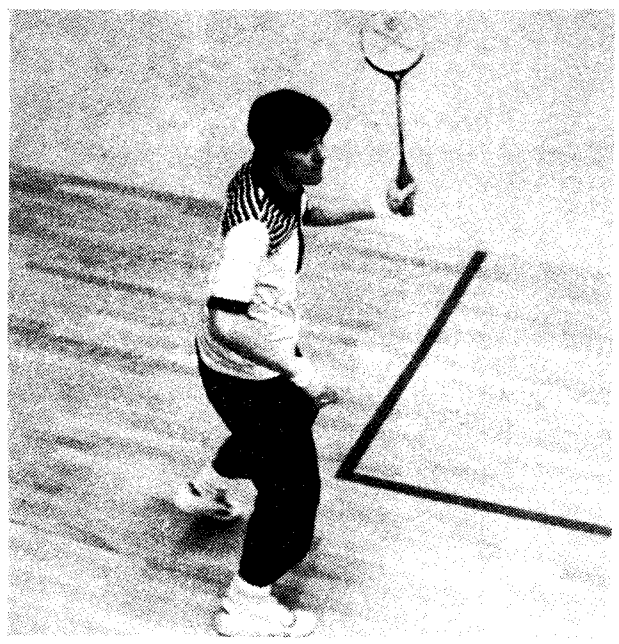
S'il veut évoluer, le squash doit quitter le milieu «bon chic, bon genre» et retrouver ses origines populaires

Aux derniers championnats d'Europe de squash, qui se sont disputés à Amsterdam, l'équipe de France a terminé neuvième sur les dix-neuf nations représentées — onzième en 1980... la progression est amorcée.

IL y a quelques années, le squash était totalement méconnu du grand public. Seule une frange « bon chic bon genre » de la capitale s'efforçait de taper la petite balle en caoutchouc. Aujourd'hui, sous l'impulsion de la Fédération française de squash et raquettes (FFSR), cette discipline tente une percée... démocratique. *« L'objectif de la FFSR*, souligne M. Pierre Gehanne, vice-président, *est d'attirer la clientèle féminine et enseignante. Avec 5 500 licenciés en 1980, nous espérons atteindre à la fin de l'année la barre des 10 000. Nous comptons aussi sur 400 courts, pour le début 1982. Il n'y a pas de raison pour que le squash français ne décolle pas. »*

Ce sport, cent pour cent citadin, devrait dans les prochaines années trouver sa place au sein de nos loisirs. Le squash s'adapte en effet parfaitement au mode de vie urbain, où l'espace devient une denrée de plus en plus rare. Les courts sont longs d'une dizaine de mètres pour une largeur de six mètres cinquante.

Le squash est une discipline extrêmement éprouvante. Fumeurs et buveurs de demis, s'abstenir... Quant aux claustrophobes, cette débauche d'énergie dans un bocal ne constitue pas la meilleur thérapie. Une fois ces obstacles physiques surmontés, ce sport permet aux joueurs de s'amuser très vite, et ce sans important bagage technique. D'ailleurs, le squash n'a pas son pareil pour attirer le jeune cadre supérieur (30-35 ans) en mal de dynamisme, voire de défoulement, entre midi et deux. Il représente 70 % des pratiquants en France.



Sur le plan sportif, l'équipe nationale est encore loin de valoir son homologue pakistanaise. De plus, l'avenir ne s'annonce pas brillant. En effet, la locomotive du squash français n'est autre que Clarence Clauss, un jeune espoir... suédois (naturalisé, bien sûr). La seule solution pour pallier ce manque d'élite serait que les jeunes, et surtout les écoliers, s'adonnent à cette discipline. Aujourd'hui, ce n'est pas le cas. Quant aux jeunes cadres dynamiques, ils rechignent de plus en plus à représenter nos couleurs... !

Ph. B.

AU JOUR LE JOUR

Oriana Furiosa

POUR interviewer la Fallaci, il faudrait être la Fallaci. Personne d'autre ne fait le poids et elle ne vous l'envoie pas dire. Elle a mis en boîte — au propre et au figuré, puisqu'elle « opère » au magnétophone — tous les grands de ce monde, de Kadhafi à Khomeyni, de Cunhal à Kissinger. Elle aurait étrillé Staline s'il n'était mort à temps.

Pourtant, ce bulldozer du reportage, cette supervedette de la presse qui, comme le général de Gaulle, parle volontiers de soi à la troisième personne, est une petite femme frêle, une Florentine à l'œil pointu, parfois au sourire d'écolière. Mais quelle voix! Basse, rocailleuse, implacable d'autorité, elle martèle les consciences, accuse, dénonce, revendique au fil d'articles et de livres qui semblent chargés de toute l'électricité de la planète.

Après avoir sillonné les champs de bataille du Viêt-nam, visité les geôles d'Amérique latine, semé la pagaille aux jeux Olympiques de Mexico, défrayé la chronique par ses défis et ses exploits, la Fallaci devait rencontrer en Grèce un complice, compagnon, frère d'armes qu'elle aimerait durant près de deux ans, jusqu'à ce que la mort le lui arrache le 1er mai 1976. Il se nommait Alekos Panagoulis.

Condamné à être fusillé en 1968, pour un attentat manqué contre Papadopoulos, il avait subi les pires tortures et passé, pour finir, cinq années dans une cellule minuscule, « la tombe », spécialement construite pour lui. Mais il était, comme Oriana, de la trempe de ceux qui ne craquent jamais. Leur secret?

— *La volonté d'agir*, dit-elle. *De se battre contre toutes les dictatures, les églises, les injustices. Sans illusion, car les démocraties sont malades, les partis mènent la danse à leur guise. Mais on a le droit de le crier, et, pour défendre ce droit, tous les moyens sont bons.*

— Y compris la violence?

— *Bien sûr, lorsqu'il n'y a pas d'autre solution. Je tuerais, je me ferais tuer pour le droit de vote. Et pourtant, je vote blanc. Ce qui me scandalise, c'est le terrorisme imbécile des Brigades rouges ou des groupes fascistes. Quand je les entends se comparer à la Résistance, je leur arracherais les yeux.*

par Gabrielle ROLIN

Regardez-la, elle en est capable. Le drame qui l'a frappée de plein fouet la dote d'une énergie nouvelle. Hier, elle témoignait, aujourd'hui elle attaque. Pas de quartier pour les colonels grecs ni d'indulgence pour les politiciens qui leur ont succédé et ont permis (encouragé?) l'assassinat du député Panagoulis!

« *Ses bourreaux séjournent à présent dans une île*, s'indigne-t-elle, *comme des touristes en vacances, alors que lui souffrait le martyre. Demains, ils seront réintégrés, comme leurs complices qui ont infiltré les rouages du pouvoir. Alekos le savait. Il en avait rassemblé les preuves. Il s'apprêtait à les exposer au Parlement. Voilà pourquoi ils se sont dépêchés de l'exécuter, maquillant leur crime en accident de voiture.* »

Mais, armée des documents que lui a transmis son compagnon, Oriana reprend le réquisitoire. Et son livre, *un Homme* (*), traduit dans une douzaine de langues et tiré à plusieurs millions d'exemplaires, accomplit la volonté du mort en portant le fer dans les plaies du régime. Mais pourquoi prétendre qu'il s'agit d'un roman, alors que chaque ligne hurle de vérité?

« *Parce que le sacrifice d'Alekos rejoint celui de tous les solitaires qui agonisent dans les goulags argentins ou soviétiques. En suivant l'itinéraire d'un homme, j'ai débouché sur l'histoire universelle du héros. Dans la légende, comme dans la réalité, elle passe par cinq stades: la révolte, le procès et la prison, le retour au village, le défi final, la mort et l'apothéose.*

» *Je n'ai pas voulu faire pleurer le lecteur sur un amour tragique, mais lui montrer que chacun peut partager le combat d'Alekos. La révolution, c'est moins un grand mouvement de foule que la prise de conscience d'individus isolés. Leur refus de se plier aux systèmes les condamne à être trahis, calomniés, assassinés. On se moquera de leur échec. Ils s'obstinent pourtant, je les ai rencontrés, au Brésil, au Cambodge. J'écris pour eux et pour que les lâches en crèvent.* »

Pendant trois ans, elle s'est barricadée chez elle, d'abord dans la demeure de ses parents, en Toscane, puis dans sa maison de New York, pour se consacrer à cette œuvre d'amour et de vengeance, « *mon petit Watergate personnel* », dit-elle. Emprisonnée comme son amant, elle n'a, comme lui, survécu que d'espoir et de rage.

« *Pourquoi devait-il mourir?* explose-t-elle. *Pourquoi faut-il toujours une victime? Pourquoi n'étais-je pas à ses côtés, dans cette maudite voiture, pour lui dire:* « Attention, Alekos! Tourne à droite, vire à gauche », *ou pour qu'on nous tue ensemble? Nous aimions tant la vie! Et me voici à Paris, je bois du Sancerre, je réponds à des questions idiotes. Mais lui, que reste-t-il de lui? A peine un squelette.*

— Et votre livre?

— *Non. Maintenant, c'est une affaire de « merchandising ». Le roman n'existait que quand j'étais seule, devant ma machine à écrire. Je l'ai publié pour semer la merde, à la manière d'Alekos. Mais je veux l'oublier à présent, comme un enfant fou. Moi, je ne suis pas Jeanne d'Arc. Basta!* »

Et elle essaie de rire, pour donner le change aux fantômes qui l'obsèdent, secouer l'héroïsme qui lui colle à la peau, émerger de cette colère qui l'épuise. Hâtez-vous de l'imiter, par prudence et par compassion. Qui l'aurait cru, l'envie vous vient de plaindre la redoutable Fallaci.

* *Grasset, 497 pages.*



Riou et Pouchain, mimes musicaux

ILS sont deux ; Riou et Pouchain, mimes musicaux, sont plus bavards dans leur silence qu'une troupe de sansonnets. De l'Opéra aux Folies-Bergère, de Dieu au hamburger, mille sujets sont abordés. En musique et en délire. Pourquoi ne pas aller les écouter ? *Espace Gaîté, 35, rue de la Gaîté, Paris. Tél. 327.95.94. A 20 h 15.*

Quand une banlieue invente sa culture

CROSNES, commune de la banlieue sud de Paris, ne paie pas de mine avec son paysage pavillonnaire et ses 7 000 habitants qui travaillent presque tous ailleurs. Pourtant, à y regarder de plus près, c'est une vie locale singulièrement attachante qu'on peut y découvrir. Ainsi, les Crosnois préparent actuellement la troisième édition de leur carnaval pour le dimanche de la Pentecôte.



Cette manifestation, organisée avec l'aide du Centre éducatif et culturel (CEC) de la vallée de l'Yerres, dépasse le cadre traditionnel des fêtes communales. Cette année, son thème consiste, comme on le fait dans les contes populaires, à marier Crosnes-le-Bas, le cœur ancien de la ville (où se trouvent l'église, les commerces et les services publics), avec Crosnes-le-Haut, où les résidences de construction beaucoup plus récente souffrent quelque peu d'isolement.

« *Depuis notre élection, en 1976, nous avons cherché à mener de front une politique d'aménagement de la ville et une politique culturelle originale* », explique le maire socialiste de Crosnes, Michel Berson.

« *Ce n'était pas facile, compte tenu des faibles ressources de la commune. Nous avons tout de même aidé à la publication d'un ouvrage rédigé par un de nos instituteurs et consacré à l'histoire de Crosnes, de 558 à 1925. Puis, nous avons transformé la vieille école en « centre de rencontres » ouvert aux associations et abritant la bibliothèque municipale. Nous allons également relancer le « musée de la machine à écrire », constitué par un particulier, et accueillir à demeure les marionnettistes de la compagnie Monestier.* »

Une fois estompés les échos du carnaval, Crosnes ne sombrera pas dans la torpeur. Les animateurs du CEC y terminent le tournage d'un film vidéo, à partir du témoignage d'une femme de trente ans, longtemps humiliée par sa forte corpulence, au point de vivre en recluse dans son appartement, et qui s'est décidée soudain à rencontrer toutes les femmes de la cité dont elle avait relevé les noms dans l'annuaire du téléphone. Ensemble, elles ont constitué un des groupes les plus actifs de la vie locale.

Enfin, à Crosnes, on va beaucoup parler de l'écrivain Colette, à propos d'une exposition et d'un spectacle.

Antoine SILLON

EN COULISSE

La grande colère des maires de France

Le bureau de l'Association des maires de France vient de prendre position sur l'application de la loi Guermeur, la situation du centre de formation des personnels communaux, des écoles d'art, de musique, et des musées d'histoire naturelle.

En ce qui concerne l'application de la loi Guermeur sur l'aide à l'enseignement privé, l'association déplore, dans un communiqué, « *l'ambiguïté du texte dont le Sénat devra entreprendre prochainement la discussion, ainsi que l'incertitude de la légalité de la participation obligatoire des communes aux dépenses de fonctionnement des établissements privés d'enseignement primaire* ». L'association a donc demandé au ministre de l'Intérieur « *d'inviter les préfets à une attitude plus modérée à l'égard des communes* ».

Pour terminer, elle a réclamé au ministère de tutelle des écoles d'art, de musique et des musées d'histoire naturelle « *de soulager les communes des charges financières que nécessite le fonctionnement de ces différents établissements* ».

Verdi et les patriotes à Rochefort

Treize opéras et opérettes, de *Rigoletto*, de Verdi, aux *Cent vierges*, de Charles Lecocq, seront montés cette année par le Centre d'animation lyrique de Rochefort à l'occasion de sa traditionnelle saison (25 avril au 21 juin au théâtre municipal). Une soixantaine de chanteurs, comédiens, danseurs et musiciens viendront des quatre coins de France, la ville ne possédant pas de compagnie à demeure. Pour cette saison, les édiles locaux ont même imaginé une fresque historico-lyrique *La Fayette, un vent de liberté*, qui sera illustré par des chants patriotiques.

Le prix France-Canada 1980 pour un Québécois

Le prix France-Canada 1980 a été remis à l'écrivain québécois, Claude Jasmin pour son roman *La Sablière*, édité par Laffont en France et Lemeac au Canada.

Ce prix, créé en 1958, est décerné chaque année à un écrivain québécois ou canadien francophone par un jury français qui était présidé cette année par M. Pierre Emmanuel. Il est assorti d'une bourse de 2 000 francs offerte par le gouvernement du Québec et d'un don de 4 000 francs de la ville de Paris.

Blaise Cendrars au quotidien

La compagnie l'Arbre Théâtre sera l'hôte de l'Estaminet culturel (petite salle) du carré Silvia-Monfort à Paris pour évoquer Blaise Cendrars du 23 avril au 9 mai. Deux comédiens, Philippe Peltier et Sergine, et un magnétophone, dialoguent à partir de textes de l'écrivain-poète, sa découverte de la vie, son adolescence.

L'école sans tablier

« Thalassa », le magazine de la mer sur FR3, vendredi 17 avril à 22 h 45, aura pour thème « l'Ecole sans tablier ».

En 1969, Léonid Kameneff fonde « l'Ecole en bateau » : une école de voyage dans laquelle le bateau devient le moyen de se déplacer et d'aller à la rencontre des autres et de la différence. FR3 a vécu quelques jours aux Canaries avec certains de ces élèves confiés à Léonid Kameneff.



Festival country à Paris

LE deuxième Festival international de Country music se tiendra à l'hippodrome de la porte de Pantin les 22 et 23 avril. Au rendez-vous, les plus grandes vedettes d'outre-Atlantique : **Johnny Cash, Jerry Lee Lewis, Carl Perkins, June Carter, Virginia Truckee, Tammy Wynette, Matchbox**... Pour les présenter au public français, un invité exceptionnel : **Hugues Aufray**, qui en profitera pour chanter quelques-unes des chansons qui paraîtront sur son prochain album dont la sortie est prévue à la fin du mois.

SUR LES PLANCHES

• ***Jafabule.*** de Christian Le Guillochet. Jean de La Fontaine revisité par Le Guillochet. Avec la délicatesse troublante d'un troupeau de mammouths qui aurait lu Marx, le metteur en scène prétend asséner ses quatre vérités à notre société. Trop de simplisme nuit à l'efficacité. Racoleur et complaisant. Dommage pour les masques (superbes!). Et dire que Le Guillochet se veut de gauche. Et dire qu'il se veut auteur... Dur, dur, camarade ! *Lucernaire, 53, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris. 20 h30. Tél. : 544.57.34.*

• ***Dalida show.*** Telle qu'en elle-même et qui ne veut pas vieillir, elle possède le secret de transformer les vieux succès en tubes nouveaux. Le pied assuré pour les fanatiques du rythme, des paillettes, du tango. Seuls, les nostalgiques n'y trouveront pas leur compte. *Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris. 21 heures. Tél. : 742 52.86.*

• ***Dorothée au pays des chansons.*** Pour les petits et pour les grands, fêtes et vacances de Pâques obligent, la tentation est belle. En avant les jolies têtes blondes. Faut-il crier *bis?* *Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris. 14 h 30. Tél. : 742.52.86.*

CHEZ VOUS CHEZ NOUS

Bobigny. Exposition : *Sculptures sonores et espaces,* de Pierre Zvenigorosky (Maison de la culture). Jusqu'au 18 avril.

Marne-la-Vallée-Maubuée. Exposition : *L'art et l'artiste dans la ville.* Deux débats sont prévus autour de cette manifestation : l'artiste dans le contexte architectural. Place des rencontres, à Torcy, à 20 h 30, le 21 avril ; l'artiste dans la société, à 18 heures, le 30 avril. Jusqu'au 4 mai.

Orléans. Jazz : *Patrice Caratini et Marc Fosset.* Soirée éclectique avec des adaptations de thèmes de jazz, des emprunts à la musique brésilienne et à la folk music. Et aussi des compositions originales. Maison de la culture, à 20 h 30. Le 16 avril.

On recherche

Effectuant un important travail consacré au regretté **Giani Esposito**, je recherche tout document le concernant : articles de presse, enregistrements, programmes, photos. Contacter Joël Mercier, rue Saint-Pierre-le-Vif, 89100 Sens. Tél. : (86) 65.01.98.

Claude Jadelot, 150, rue Etienne-Dolet, appt. 124, 94140 Alfortville, recherche livres à bas prix (car budget chômage) : *les Hommes de bonne volonté,* de Jules Romain (exclusivement les tomes 7, 8, 11, 21 et 23) ; *Trinité,* de Léon Uris (le tome 2, *Shelley*) ; *Bagatelle,* de Maurice Denuzière ; *Bolivar, le libertador ; Shogun,* de James Clavell, *Frederic de Hohenstaufen,* de Benoist-Mechin.

Dans son livre *les Néo-Impressionnistes,* James Sutter annonce que **Louis Hayet**, peintre pointilliste, a écrit son autobiographie, sans préciser si cet ouvrage a été édité ou est resté à l'état de manuscrit. Il aurait également écrit un conte philosophique, *Kum l'ahuri* (en 1924), un essai sur l'art d'assembler les couleurs et un autre essai intitulé : *Des notaires.* Que ceux qui peuvent m'apporter des renseignements écrivent à M. Mollard-Chaumette, 19 bd Chemin-de-Boutary, 69300 Caluire.

THEATRE

Le grandiose et ses poussières

«Le Soulier de satin», de Paul Claudel (version intégrale). Mise en scène de Jean-Louis Barrault.

C'EST la grand-messe claudélienne. Pour la cinquième fois en quarante ans, Jean-Louis Barrault nous propose la merveille : l'intégrale du *Soulier de satin.* Plus exactement une reprise, puisqu'il s'agit de la version qu'il nous a déjà présentée l'an dernier. Plus de six heures d'un théâtre magnifique, généreux, superbe, vivifiant. Que ceux qui ont vu les premières versions discutent à l'envi sur les torts et les mérites de celle-ci par rapport aux précédentes. Pour les jeunes générations, peu importe : le « parisianisme » n'est pas de mise ici.

Ce drame de l'amour interdit entre deux êtres et de leur rédemption à travers le péché emporte irrésistiblement au-delà des frontières du monde à la découverte de l'homme, de Dieu et de la foi. Une œuvre puissante, lyrique, démesurée, où la force se mêle à la souffrance la plus désespérée, où le verbe dans sa pureté magique ouvre toutes grandes les portes de la sublimation.

Une somme, qui sous la férule d'un Jean-Louis Barrault ayant troqué un instant l'habit de Rodrigue pour celui du conteur malicieux, devrait nous enivrer.

Hélas! au cours de ce spectacle, le souffle claudélien ne nous parvient qu'à moitié. Pour être claire, la mise en scène traditionnelle de Jean-Louis Barrault pêche par excès d'académisme, manque d'irrespect. Parfois, un vague soupçon nous effleure : serions-nous au musée ?

Et pourquoi donc cette rupture, lorsqu'est abordée la quatrième journée : « Sous le vent des îles Baléares ? » Le heurt est brutal, la continuité brisée ! On passe du sublime au dérisoire. Il est vrai qu'à l'occasion de cette dernière partie Barrault abandonne narration et mise en scène (confiée à Jean-Pierre Granval, on se demande pourquoi !) pour reprendre le rôle de Rodrigue vieilli, jusqu'alors tenu par Jean-Pierre Andréani. Sans doute le tour de passe-passe est-il justifié. Ce dernier ne semble guère avoir trouvé le ton juste pour s'imposer. Trop d'énervements et de cris. Il lui manque la force du silence et des regards inspirés.



Jean-Louis Barrault. (Photo Enguerand)

Heureusement, à ses côtés, resplendit Hélène Aire, majestueuse, douloureuse, et pourtant portée par la plénitude d'une grâce irréelle. Elle campe une Prouhèze exceptionnelle. Et puis et surtout il y a Madeleine Renaud, dans une apparition trop brève, plus radieuse, plus lumineuse d'humilité que jamais. **Didier MEREUZE**

DISQUES

Benny Golson : une éminence grise

DANS le jazz, comme dans tous les royaumes, il y a des éminences grises. Des hommes qui se tiennent quelque peu en retrait, par rapport aux illustres figures, mais profitent de cette situation pour tirer quelques ficelles qui, parfois, se révèlent de puissants leviers. Benny Golson a été, pendant les années cinquante, un de ces hommes. Nul ne songerait à placer son nom à la hauteur de Coltrane, Rollins, Getz, Griffin, Gordon, Sims, etc. Et, cependant, quand on pense à ce que fut le son de ces années-là, on est amené irrésistiblement à entendre dans sa tête quelque chose dans quoi, d'une manière ou d'une autre, Golson a trempé.

Il y a quelques années le compositeur-arrangeur saxophoniste a tenté un come-back qui, apparemment, n'a pas réussi. Il n'en restera pas moins, grâce en particulier à des enregistrements tels que celui-ci (qui est un de ses deux ou trois meilleurs), l'un des personnages les plus attachants du néo-bop, cette musique aux nombreux visages qui fit, sur la côte Est, la soudure entre Parker et Coltrane. C'était, rappelez-vous, la grande époque des Messengers, et Benny Golson était le directeur musical d'Art Blakey. Le compositeur, entre autres miniatures admirables, de *Whisper Not, Along Came Betty, Are you Real, Blues March, Just by myself, I remenber Clifford, Out of the Past* ou *Stablemates,* que Miles Davis avait enregistré avec John Coltrane dès 1955.

Benny Golson naquit à Philadelphie en 1929 et fit des études musicales très complètes. Sur son instrument, il était alors un fervent disciple de Don Byas. Engagé dans l'orchestre de Bull Moose Jackson, il fit la connaissance de Tadd Dameron, l'une des figures-clés de l'orchestration moderne. Il allait en devenir le principal continuateur avec Quincy Jones et Gigi Gryce (responsable ici d'un thème, de deux arrangements et de la partie de saxophone alto). Lorsqu'il quitta Blakey, Benny forma, en compagnie d'Art Farmer, autre soliste du présent album, un orchestre baptisé Jazztet, dont les conceptions étaient très proches de celles qui sont illustrées ici, deux ans plus tôt. Le relatif insuccès de cette formation reste pour moi un mystère. Peut-être la musique était-elle trop subtile, comparée aux « orgies » d'Art Blakey et aux blues à casser la baraque d'Horace Silver, qui faisaient fureur à l'époque.

New York Scene fut enregistré alors que Benny Golson, sur la recommandation d'Ernie Wilkins, travaillait pour le big band de Dizzy Gillespie. C'est ce qui explique que l'on retrouve, auprès de Gryce et Farmer, plusieurs musiciens de cette admirable institution : Sahib Shihab, Winton Kelly, Charlie Persip. Paul Chambers, lui, venait de chez Miles Davis. Jimmy Cleveland a souvent enregistré avec Farmer et Golson. Julius Watkins, enfin, était « le » corniste auquel on avait systématiquement recours en ces années-là. Des années inoubliables — intenses, chaleureuses, fécondes —, comme ce disque vous en convaincra aisément.

Alain GERBER

• Benny Golson's New Scene, *Contemporary C3552 Importation DAM.*

Un amoureux venu de Brooklyn

«Escape Artist», de Garland Jeffreys

EN France, nous nous sommes pris d'amitié pour Garland Jeffreys, ce chanteur né à Brooklyn, l'un des quartiers de New York où tout peut arriver. De cette fièvre urbaine, il s'est inspiré pour se réaliser dans le rock'n'roll.

Dans son dernier album, *Escape Artist* (EPIC—CBS), il ressuscite les souvenirs d'une enfance mouvementée, sous forme de petites histoires vibrantes d'émotion. Sur une rythmique syncopée, il évoque les grandes métropoles broyeuses d'hommes et génératrices de déprime et de délinquance. Si les thèmes du folklore noir se mêlent à un rock imprégné de blues et de chaloupements reggae, c'est que, d'origine portoricaine, il a grandi au milieu des minorités ethniques. Sa vision du monde se heurte aux différentes cultures.

Aux Etats-Unis, il avait choqué par une chanson qui relatait l'amour d'un Noir pour une Blanche! C'est tout dire des rapports qui existent encore dans cette société... Garland chante l'espérance et les droits de l'homme. Et, quand on vient de Brooklyn, on sait ce que cela signifie...

Patrick AMINE



Philippe Noiret et Annie Girardot dans *la Vieille Fille*, mercredi sur FR3 à 20 h 30. (Photo Kipra)

Mercredi 15 avril

21 h 05 — Le voleur d'enfant.
Téléfilm de François Leterrier. D'après Jules Supervielle. Avec Sami Frey, Catherine Rouvel, Jean Bouise.
Le colonel Bigua enlève les enfants des autres parce que lui et sa femme Desposoria n'ont pas pu en avoir. Une adaptation fidèle et sensible du roman de Supervielle.

22 h 30 — La rage de lire. Le dieu caché.
Emission de Georges Suffert. Réal. : Jean-Paul Roux. Avec Hans Urs von Balthasar : *la Gloire et la Croix* (Aubier-Montaigne) ; Jean-Luc Marion : *Sur la théologie blanche de Descartes* (PUF) ; Bernard Gouley : *les Ermites* (Fayard) ; Jean d'Ormesson : *Dieu, sa vie, son œuvre* (Gallimard) ; Jean-Claude Renard présentera l'œuvre de Gérard Manley Hopkins : *Grandeur de Dieu* (Granit).

22 h 05 — Objectif demain. En direct avec les premiers hommes.
Magazine scientifique préparé par Laurent Broomhead. Reportage de Martine Dupuis. Avec Yves Coppens, directeur du Musée de l'Homme.
En direct de Saint-Vrain et du Musée de l'Homme de Paris.

23 h 05 — La passion à Ménilmontant.
Emission de Monique Tossello et Jean Lallier.
A Ménilmontant, depuis cinquante ans, les gens du quartier jouent la Passion du Christ au moment du Carême.

20 h 30 — Campagne électorale.

21 h 05 — La vieille fille. Film de Jean Pierre Blanc (1971).
Avec Annie Girardot, Philippe Noiret, Marthe Keller, Jean-Pierre Darras, Michel Lonsdale, Maria Schneider.
Muriel Bouchon, une vieille fille de quarante ans, passe ses vacances au bord de la mer ; Gabriel Marcassus, un quadragénaire pataud, tente sa chance...

Jeudi 16 avril

13 h 00 — Campagne électorale.

22 h 00 — Les grandes expositions. Gainsborough.
Emission de Jacqueline Plessis.
Un peintre anglais du XVIIIe siècle qui se consacra principalement à la réalisation de portraits. Précieux et délicat.

22 h 30 — Violences et paroles.
Emission de Michel Farin.
Une réflexion sur la violence dans le comportement des individus. A partir des dessins d'un enfant autique, un psychanalyste montre l'importance de la violence et de la parole.

12 h 30 — Journal et campagne électorale.

13 h 40 — Tennis : Tournoi de Monte-Carlo.
Commentaire de Hervé Duthu et François Jauffret.
Deux quarts de finale du simple et une demi-finale du double.

19 h 45 — Journal et campagne électorale.

21 h 05 — Jeudi cinéma : Catherine et Cie.
Film de Michel Boisrond (1975). Avec Jane Birkin, Patrick Dewaere, Jean-Claude Brialy, Jean-Pierre Aumont, Henri Garcin.
Jeux et concours. Interrogation orale sur les films interprétés par Michel Simon. Magazine : l'actualité du cinéma.
Catherine, une Anglaise godiche, débarque à Paris. Ne sachant pas où loger, elle s'installe successivement chez des messieurs qui ne la laissent jamais dormir en paix. Survient Patrick Dewaere, alias Gueule d'amour...

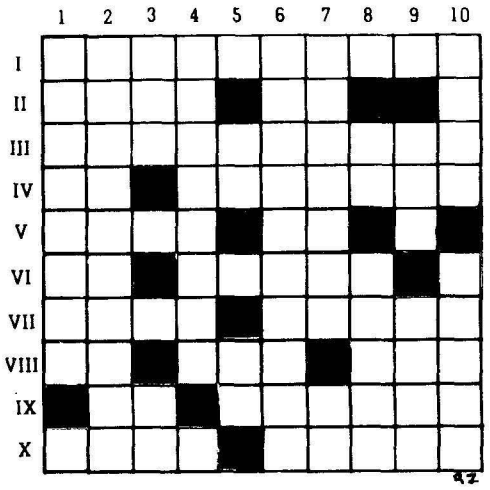
20 h 30 — Campagne électorale.

20 h 50 — Simplet. Film de Fernandel et Carlo Rim (1942).
Avec Fernandel, Andrex, Henri Poupon, Milly Mathis.
Simplet est un fada qui porte bonheur. Alors, malheur au village de Miéjour, qui ne s'en est pas rendu compte et l'a chassé ! La Cigale, une jeune fille dont Simplet était amoureux, est envoyée par le village contrit, pour récupérer son fada fétiche.



***Le Voleur d'enfants*, d'après Jules Supervielle, sur TF1 à 21 h 5.**

Mots croisés Par J.-P. Winkel



PROBLÈME N° 37

Horizontalement. — I. Bouge, mais n'entre pas dans le mouvement. - II. Use. Pareil en abrégé. - III. Il vaut mieux l'être quand on vit à l'époque actuelle. - IV. Interjection. Change selon les genres. - V. Aviation légère de l'armée de terre. Concierge. - VI. Double. Imbibés. - VII. Recherche l'or noir. Héroïne de légende. - VIII. S'alimenter, phonétiquement. Refusé. Simple. - IX. Ville de France. Comme le drapeau de la droite, au soir du 10 mai. - X. Patrie d'Alfieri. Elles nous inondent après une soirée d'affichage.

Verticalement. — 1. Tout candidat à l'élection doit connaître celui de la diplomatie sur le bout des ongles. - 2. Adeptes du tout ou rien. - 3. Copain. Note. - 4. Récit. - 5. Conjonction. Au 2e groupe. - 6. Ornées de figurines. - 7. Comme les propositions de Mitterrand. Vient de pouvoir. - 8. Les légumes y siègent. S'ennuie peut-être. - 9. Ne sont pas si modérées qu'on le dit. Tout va mieux quand la gauche l'est. - 10. Ancienne ville d'Italie. Supprimées.

SOLUTION DU N° 36

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	C	H	O	U	C	R	O	U	T	E
II	R	E	M	B	O	U	R	S	E	R
III	A	M	B	U	L	A	N	T	E	S
IV	M	I	R	■	I	D	E	E	■	E
V	O	S	E	■	S	E	■	N	A	■
VI	I	T	E	M	■	S	O	S	I	E
VII	S	I	■	O	C	■	R	I	N	G
VIII	I	C	O	N	E	S	■	L	E	I
IX	E	M	■	E	L	U	D	E	■	D
X	S	E	C	T	A	R	I	S	M	E

Combat SOCIALISTE

Claude Germon, directeur de la publication.

Claude Gault, rédacteur en chef ; **Ghislaine Toutain, Edouard Bailby, Michel Friedman, Guy de Faramond, Jean Weber,** chefs de service ; **Jean-François Huchet**, secrétaire général ; **Jean-Jacques Salmon**, secrétariat de rédaction.

Jean-Claude Karsenty, administrateur ; **Patrick Ducheyron**, ventes.
Rédaction : 7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité Paris : René Lenormand, 10, rue de Solférino, 75007 Paris. Tél. 550.34.35.
Publicité Province : OFRES, 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris. Tél. 285.72.57.
Impression : PIO, 1, boulevard Ney, 75019 Paris.
Commission paritaire : n° 52224.

Pour mes idées, pour que la presse socialiste vive

JE M'ABONNE A *COMBAT SOCIALISTE*

☐ Abonnement de soutien : 1 000 F
☐ Un an : 550 F
☐ 6 mois : 300 F
☐ Par trimestre : payez 150 F tout de suite
☐ Prélèvement automatique (un formulaire vous sera expédié par retour). Pour un an : 150 F par trimestre.

ABONNEMENT COUPLÉ :
***« COMBAT SOCIALISTE »*, 5 jours**
***« L'UNITÉ »*, hebdomadaire, le 6e jour**
☐ Un an : 650 F
☐ 6 mois : 360 F

RÉDIGEZ VOTRE CHÈQUE
à l'ordre de « Trésorerie PS - Compte presse »
10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....

SELECTION RADIO

Mercredi 15 avril

FRANCE-CULTURE

20 h 00 — La musique et les hommes. Le chant du peuple juif assassiné.
Montage poétique réalisé par Eve Griliquez. Avec Talila, Ezra Bouskela, et un témoignage de Violette Jacquet qui fit partie de l'orchestre d'Auschwitz.

Jeudi 16 avril

FRANCE-MUSIQUE

9 h 17 — Le matin des musiciens. La musique religieuse de Stravinski.
Emission d'André Boucourechliev.
« Requiem Canticles » Ithaca College Choir, Columbia Symphony Orchestra. Direction : R. Craft. Deux chants sacrés d'après Hugo Wolf. Direction : O.G. Blarr. Soprano : I. Reichelt.

20 h 30 — Musique à découvrir.
En direct de l'auditorium 105 de Radio France. Dowland : « What if I never speed ? » Ferrabosco : « Pavano », « Fantasia ». Legrenzi : « Non c'e che dire ». Monteverdi : « Maledetto sia l'aspetto ». Robinson : « The Queen's Gigue ». Purcell : « O solitude ». Ridout : « Four love songs ».

FRANCE-CULTURE

20 h 30 — Iémon ou le flot divisé. Pièce de Tsuruya Namboku.
Réalisation : Jean-Pierre Colas (première partie).
Avec Daniel Ivernel, Jean Leuvrais, Jean Topart, Anne-Marie Coffinet, Catherine Sellers, Rosine Favey.
Une des plus célèbres pièces de fantômes du théâtre Kabuki ; plusieurs intrigues s'entrecroisent, pleines d'humour et de sang.

Combat
SOCIALISTE

La navette triomphale

« *VOUS êtes splendides. Oh ! que c'est beau. Oh ! que c'est bien ! Continuez comme cela : c'est parfait.* » C'est avec ces mots que les contrôleurs de Houston ont accueilli John Young et Robert Crippen en voyant apparaître sur leurs écrans de contrôle la navette spatiale. Un peu plus techniques, ils ont continué : « *Vous avez une vitesse parfaite et vous êtes sur le bon chemin.* »

Quelques minutes plus tard, Columbia se posait, comme à la parade, sur la base d'Edwards avant de s'immobiliser, la roulette du train avant posée sur l'axe de la piste. Dans la salle de contrôle, c'était du délire : les témoins de cette grande « première » applaudissaient et hurlaient dans tous les sens : « *En plein dans le mille. Quel spectacle ! Monumental. C'est fantastique !* ».

Avec exactement six minutes d'avance sur le programme initialement prévu, le premier vol spatial du « camion de l'espace » venait de s'achever, sous le regard admiratif d'un milliard de téléspectateurs. Ronald Reagan envoyait aussitôt un télégramme aux deux astronautes : « *Félicitations pour un travail bien fait. J'en suis très fier.* »

C'est au cours de cette dernière phase que les astronautes ont vécu les minutes les plus longues de ce vol expérimental : *vingt-cinq minutes* pendant lesquelles la vitesse de Columbia est passée de 26 500 kilomètres à l'heure à 500 kilomètres à l'heure. Et c'est cette phase que tout le monde redoutait le plus : la rentrée de la navette *dans les couches denses* de l'atmosphère devait en effet porter certaines parties de la carlingue à des températures supérieures à 1 600 degrés.

Personne n'avait oublié que, lors de son lancement, Columbia avait perdu quelques-unes des fameuses tuiles qui constituent son bouclier thermique. Si d'autres tuiles s'étaient décollées sur le ventre de l'appareil, c'est l'ensemble de l'opération qui aurait pu échouer. Mais les responsables du vol ne s'étaient pas montrés trop inquiets : les tuiles *manquantes n'étaient* pas placées à des endroits stratégiques.

En se posant sur la base Edwards, la première navette réutilisable de l'espace a donc parfaitement rempli sa mission. Et *les Etats-Unis ont gagné* le fantastique pari qu'ils avaient lancé dix ans auparavant et qui, à l'époque, paraissait impossible.

Les vols d'essai ne sont pas terminés pour autant. La NASA estime en effet que la navette spatiale ne sera pas opérationnelle avant 1983. D'ici là, d'autres vols auront lieu, et le prochain est prévu pour le 3 septembre prochain. Sur le même modèle que Columbia, trois autres navettes ont été construites, et chacune d'elles pourra accomplir une centaine de voyages dans l'espace.

Les Américains viennent ainsi de remporter une nouvelle manche dans cette gigantesque bataille de l'espace, et les Soviétiques *ont reconnu eux-mêmes* l'importance de cette mission en annonçant avec seulement un quart d'heure de retard — fait exceptionnel — le succès de Columbia. Pendant ce temps, deux cosmonautes soviétiques, quelque peu oubliés par les médias, tournent autour de la Terre et célèbrent à leur manière le vingtième anniversaire de l'arrivée de l'homme dans l'espace : il s'appelait Youri Gagarine.

Pierre POIX



Délégation de policiers à l'Elysée

UNE délégation de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) et du Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAP), conduite par Henri Buch, s'est rendue mardi à l'Elysée.

L'objectif était de remettre quelque douze mille lettres envoyées depuis plusieurs semaines pour demander à Valéry Giscard d'Estaing d'intervenir pour que soit accordée aux policiers une retraite décente .

Menace de marée noire en Méditerranée

SOMMES-NOUS à la veille d'une nouvelle marée noire ? Après le *Torrey Canyon*, l'*Amoco-Cadiz*, le *Cavo-Campanos* sera-t-il le prochain nom de cette liste déjà trop longue des pollueurs de nos côtes ? Après les mouettes, les goélands bretons, est-ce au tour des oiseaux de Méditerranée de connaître le cauchemar des hydrocarbures ?

C'est la question qu'on est malheureusement en droit de se poser alors que ce pétrolier grec dérive quille en l'air en direction des côtes catalanes à raison d'un mille à l'heure.

Tout cela pour une affaire de gros sous ! En effet, après l'explosion qui fit, voici maintenant plus d'une semaine, de nombreuses victimes au sein de l'équipage, l'épave, amarrée au large de Taragonne en Espagne, en attendant... qu'un accord *intervienne entre la compagnie* maritime, les affréteurs et les assurances.

C'est que tout ce beau monde était loin d'être d'accord : les uns désirant voir couler le bateau afin de toucher la prime d'assurance, les autres voulant avant tout récupérer la cargaison du pétrolier.

La discussion se prolongea, et, tandis qu'on continuait de se quereller, de se jeter des millions à la figure, les amarres se rompirent, *rendant sa liberté à* l'épave et à ses 15 000 tonnes de pétrole.

Et nous voici aujourd'hui avec le risque de voir souillée une Méditerranée déjà touchée par la pollution, comme l'a rappelé Alain Bombard dimanche dernier à Sète, au cours de la journée de la mer organisée par le Parti socialiste.

Décidément, quand on sait à quelles catastrophes nous a déjà conduit la discussion à propos d'une prime de remorquage lors de l'affaire de l'*Amoco-Cadiz*, on était en droit *d'espérer que désormais* la défense de notre patrimoine naturel passerait avant l'intérêt de quelques marchands.

Il n'en a pas été ainsi. Il ne faut plus se contenter aujourd'hui de le regretter, *nous devons faire en sorte* que demain, avec un socialiste à la tête de ce pays, l'argent cesse de commander à la vie, le portefeuille de quelques-uns à l'avenir de tous.

Robert MENARD

Le droit à l'erreur

LA sentence est tombée mardi en fin d'après-midi, Bjorn Borg, le numéro un mondial, est battu. Il a chuté devant le Paraguayen *Victor Pecci* 6-0, 4-6, 7-5, et ce dans son jardin, à Monte-Carlo. Dès lors, le petit monde du tennis est en effervescence.

En effet, après les rares défaites du Suédois, les suppositions les plus farfelues *vont toujours bon* train. Il est fini, il est saturé, il désire prendre une retraite dorée, son mariage l'a « usé »... Dans toutes ces hypothèses, la plus simple, celle d'une méforme passagère est la plus *souvent écartée*.

Une contre-performance de Noah, de Connors ou de McEnroe, est toujours « excusée ». *Mais Borg*, le dominateur du tennis mondial depuis 1975, ne doit pas avoir de faille. Hélas, dans *notre* société, où le mythe du *héros* est de plus en plus cultivé, les « invincibles » n'ont plus le droit à *l'erreur. On reproche* à Borg, depuis plusieurs années, de n'être qu'une machine bien huilée. Mais qui a fait finalement de cet homme une mécanique ?

Borg, défait, les rumeurs *vont donc* se faire persistantes. Mais, gageons que dans quelques semaines, après Roland-Garros, ses détracteurs d'un jour se contenteront de dire : « *Il a encore gagné. Il est vraiment le meilleur.* »

Philippe BALLAND

Quand Giscard file à l'anglaise

PAS très courageux le président sortant. alors que Giscard d'estaing avaient convié, mardi 14 avril, quelque 250 employés de bureau, *secrétaires, gardiens* d'immeubles et chauffeurs routiers à partager un déjeuner au restaurant du parc des Expositions de la Porte-de-Versailles pour leur parler emploi à temps partiel, quelque cinquante salariés, dont de nombreux handicapés physiques, de l'usine pilote de Berck (Pas-de-Calais) *tentaient* en vain d'être reçus pa le « citoyen-candidat ».

Les ouvriers de cette entreprise de vente par correspondance d'objet-cadeaux qi a déposé son ilan, sont donc demeurés, *certains dans leur voiture* d'infirme, devant la porte d'entrée principale du restaurant pendant tout le repas.

Mais refusant toujours de les rencontrer, Giscard a préféré emprunter, à sa *sortie*, une porte latérale, laissant à Philippe Sauzay, directeur de sa campagne, le soin de s'entretenir avec les représentants syndicaux de Pilote.



Les handicapés que Giscard n'a pas voulu rencontrer. (Photo AP)

IRAN-IRAK

Chatti accusé de partialité

Le gouvernement iranien a accusé mardi Habib Chatti, secrétaire général de la conférence islamique et porte-parole de la mission islamique de bons offices dans le conflit entre l'Irak et l'Iran, de soutenir le président irakien Saddam Hussein.

Reagan, poète et président

LE président américain Ronald Reagan aura peut-être le temps, pendant sa période de convalescence, de se remettre à la poésie. Ses dernières œuvres dans ce domaine remontent à 1974, alors qu'il n'était encore que gouverneur de Californie. La presse des Etats-Unis vient d'en exhumer deux exemples, dont voici, à titre d'échantillon, un texte intitulé : Le temps.

Budgets, batailles,
Téléphones, discussions,
Lettres, réunions,
Déjeuners, discours,
Décisions et communiqués,
Conférences de presse,
Délégations,
Commémorations et inaugurations,
Voyages, tactiques,
Confrontations, crises,
Routine, médiation,
Huit années passent rapidement.
Mais je regarde par la fenêtre.
L'orme du parc n'a pas changé.

Sans commentaire, comme on dit à la Maison-Blanche.

Abonnez-vous à *Combat socialiste*